Le Numéro : 0.50 Vendredi 3 Septembre 1937 N° 66

La Commune

Organe Central du Parti Communiste Internationaliste
BOLCHEVIK-LÉNINISTE POUR LA CONSTRUCTION DE LA
IVe Internationale

Les Métallos de chez Simca occupent l'usine

Lettre à l'ouvrier métallurgiste

Que vas-tu faire ?

Contre la vie chère, les renvois, les dangers de guerre, évite le fractionnement des grèves. Prépare la greve générale pour le contrôle ouvrier en organisant ton conseil d'usine, en l'armant et en le reliant aux travailleurs des autres entreprises.

Te voici revenu de vacances. Après quelques heures de liberté, tu retrouves, aggravée, la situation provoquée par la contre-offensive capitaliste. Toutes les augmentations de salaires sont disparues, englouties dans la montée de la vie. Les renvois se font plus nombreux, et ce sont les délégués qui, en général les premiers, sont invités à rester dehors. *Les gars de chez Simca viennent, ce soir, d'occuper l'usine pour s'opposer à des licenciements.*

Le chômage recommence dans des corporations comme le bâtiment ; les statistiques ne le font pas voir, mais elles ont toujours du retard et elles savent mentir. Les 40 heures sont menacées de partout ; d'une part, Bonnet organise une enquête sur la production qui doit se conclure par des heures supplémentaires ; d'autre part, on te dit : tu es pour la retraite aux vieux, fais donc quelques heures de plus par semaine, ton patron y mettra du sien et la question sera réglée.

Que vas-tu faire ?

Un autre danger plane sur toi : la guerre. Tu as aidé une Espagne républicaine où les ouvriers et les paysans n'ont plus que le droit de se faire tuer, où des miliciens, des volontaires emplissent les prisons ; au lieu d'une lutte pour le prix des usines et des terres par les travailleurs, tu assistes à une série d'attentats dans la Méditerranée qui ne présagent rien de bon. Et, en même temps, un autre foyer, plus éloigné mais plus intense, vient de s'allumer en Extrême-Orient. L'Europe et l'Asie embrasées aux deux extrémités, ce sont les dangers de guerre multipliés.

La « défense de la démocratie » ou la « défense de l'U.R.S.S. » seront des prétextes. La paix, tu l'obtiendras par la lutte contre ton propre impérialisme, le défaitisme révolutionnaire, la fraternisation.

Un peu partout ailleurs, en Allemagne, en Italie, en Autriche, les ouvriers désorganisés, sous la botte du fascisme, rongent leur frein.

Mais toi qui as voté Front populaire « pour barrer la route au fascisme », toi qui as fait de l'usine un important centre d'activité de ta classe, ne feras-tu rien pour te dresser contre la guerre qui vient, pour briser l'offensive capitaliste ? En juin 1936, tu as mesuré ta force ; tu ne t'en es pas servi depuis, tu as marché dans la « pause » ; mais tu sais que la situation ne pourra pas se prolonger ainsi. Dans de larges couches ouvrières gronde la colère. Tu as vu des corporations comme les coiffeurs et les hôtels se lancer dans des mouvements. Aujourd'hui, la Simca a débrayé. Demain, si tu n'as pas préparé un mouvement d'ensemble de toute la classe, ou bien tu te trouveras embarqué dans la guerre pour défendre la propriété de tes exploiteurs, ou bien tu assisteras à des explosions, comme à Brest et à Toulon quand sévissait Laval, comme à Clichy plus récemment quand Blum commença à imposer la « pause ».

Tout dépend maintenant de toi.

Le régime capitaliste en France est à bout de souffle, il avait plus de réserves que dans d'autres pays, mais elles sont épuisées ; la machinerie démocratique coûte cher, le capitalisme n'a d'autre issue, pour conserver ses privilèges, que dans le triomphe du fascisme, c'est-à-dire la plus sauvage des dictatures.

Tu n'y crois pas parce que les chefs fascistes se querellent, parce que la province va encore voter massivement Front populaire, — et surtout socialiste et communiste — le mois prochain ? Méfie-toi. Rappelle-toi le succès électoral écrasant du Front populaire en Espagne en février 1936 et l'agression de Franco en juillet. Le capitalisme ne peut pas ne pas recourir au fascisme, précisément parce que tu es fort et qu'il a besoin de te briser pour continuer de vivre.

Il est possible qu'en France, il songe à procéder à diverses manœuvres avant de passer à une attaque de front comme en Espagne, mais là n'est pas l'essentiel. L'essentiel est de comprendre que si tu ne mènes pas la lutte jusqu'à la prise révolutionnaire du pouvoir, pour mener la société vers le socialisme, si tu t'arrêtes à mi-chemin dans la révolution que tu as commencée en juin 1936, quand tu étais le maître des usines, tu auras fait ce que Saint-Just disait des révolutionnaires qui s'arrêtent en chemin : creusé ta propre tombe.

Que vas-tu faire ? Tu y songes depuis des semaines, mais tu hésites à t'engager sur cette voie de la lutte pour le pouvoir. Tu penses que le Front populaire peut, peut-être, donner quelque chose. Une fois encore, tu nous accuses d'exagération. Mais les événements commencent à ne plus te laisser beaucoup d'aisance pour éviter ces prétendues exagérations. Les dirigeants communistes, socialistes, cégétistes, te prêchent le calme, la patience — il t'en faut désormais beaucoup pour les écouter, — ils t'invitent à accepter encore l'arbitrage obligatoire, c'est-à-dire à remettre ton sort à un fonctionnaire repu et bien renté de l'Etat bourgeois. Tu avais laissé exclure un camarade comme Binet, parce qu'il avait engagé une rude action au Syndicat des Employés du Havre, parce qu'il dénonçait par avance les méfaits que tu éprouves toi-même aujourd'hui. Vas-tu continuer à te faire berner de cette manière ?

C G T

SYNDICAT DES EMPLOYÉS DE BUREAU
du Havre et des Environs

A TOUS LES TRAVAILLEURS !

Vous avez constaté durant le mois de Juin que votre force avait seule pu vous faire obtenir ce que vous reclamiez depuis des années
Seule la grève et l'occupation vous donnerent des victoires
Or un Projet de Loi, deja vote par la Chambre et qui est en discussion au Senat, veut vous retirer le droit de greve
PAR L'ARBITRAGE OBLIGATOIRE, on vous contraindra d'accepter des conditions contraires a vos intérêts, et conformes à ceux des patrons, c'est pourquoi notre Conseil syndical a voté la résolution suivante

RÉSOLUTION DU 4 DECEMBRE 1936

Les Membres du Conseil syndical des Employés de Bureau, réunis en Séance ordinaire le Vendredi 4 Décembre, après examen du Projet de Loi actuellement en discussion sur l'Arbitrage obligatoire
Après avoir reconnu les effets de l'Arbitrage obligatoire dans différents pays,

Constatent
Que l'expérience fut déjà réalisée en Espagne sous le Gouvernement de Largo Caballero, au détriment de la classe ouvrière ;
Que cette mesure est appliquée dans différents pays, où elle n'a servi qu'à restreindre les droits syndicaux et de grève ;
Considèrent qu'elle aurait en France pour résultat de rendre illégales la plupart des grèves et amènerait l'arrestation des militants syndicalistes ou au moins des poursuites contre eux et qu'elle serait une atteinte intolérable au droit de grève et aux libertés syndicales arrachées au prix de nombreuses luttes ;
Réclament du Gouvernement et des Pouvoirs publics l'ajournement « sine die » de cette mesure ;
Exigent des Directions fédérales et confédérale, qu'elles mènent toute l'action nécessaire, jusques et y compris la grève générale pour que cette Loi ne soit pas votée.

Cette résolution a été adressée à tous les responsables des Syndicats du Havre et de sa Région, à tous les journaux qu'ils connaissent [illegible] Rien que de tous les points de France, des protestations s'élèvent contre une telle Loi. Elle a été adoptée [illegible] responsables de la C G T et du Gouvernement.
Nous vous appelons à nous soutenir dans notre action, en votant la même résolution dans vos Syndicats respectifs, et en signant les listes de pétition que nous mettons en circulation.

Le Syndicat des Employés de Bureau (C.G T)

Nous prions les camarades qui peuvent faire circuler les listes de pétition, de les retirer au CERCLE FRANKLIN, Salle 8 chaque soir de 6 h. 30 à 8 heures

Pour ce tract, la bureaucratie syndicale fit chasser de la C.G.T. notre camarade Binet.

Que donnerait l'unité S.F.I.O. - S.F.I.C. ?

Mais s'il y a l'unité entre socialistes et communistes ? Que pourrait-elle changer à ta situation. Les deux directions font la même politique réformiste et patriotique, il n'y a que des questions de places, primordiales pour eux, insignifiantes pour toi, qui les séparent. Au nom de ces divergences, ils font s'engueuler ouvriers socialistes et communistes qui pourraient, autrement, être tentés de leur demander des comptes respectivement. Et s'ils parviennent à s'entendre sur le partage du gâteau, en quoi cela amènerait-il une politique de combat contre la bourgeoisie ?

Si tu veux vraiment lutter, et tu n'as pas l'embarras du choix, tu ne dois compter que sur toi, sur ta propre volonté, sur ta propre détermination, sur ta propre organisation.

***

« Ah, vous voilà avec vos Conseils d'usines, avec vos Soviets, nous dis-tu. Nous avons déjà la section syndicale où la majorité est groupée, nous avons aussi l'amicale socialiste et la cellule communiste qui se tirent à qui mieux-mieux dans les pattes, nous avons aussi le quarteron d'opposants qui se subdivise tant et plus, où chacun tape sur tous les autres. Et vous voulez augmenter encore la division avec une organisation nouvelle ».

Le Conseil d'usine unira la classe dans l'action.

Unité, division, ces mots sont vite lancés. Mais la réalité, comment se présente-t-elle ? On n'a pas une situation ordinaire, on traverse une période de crise grave. Les ouvriers ont plus que leurs simples conditions de travail à défendre ; il y a des manœuvres patronales à déjouer, une lutte contre les bandes fascistes du patronat à mener ; il y a des problèmes de gestion des grandes entreprises et de la société qui sont à résoudre. Le syndicat a été fait pour lutter pour les revendications du travail, mais il n'est pas fait pour résoudre les autres problèmes ; il y a de larges couches de travailleurs qui échappent pratiquement au mouvement syndical (paysans, jeunes soldats, chômeurs, etc...), comment participeront-ils à la préparation et à l'action ? Car il est une question dont tu as absolument besoin, sans laquelle tu ne pourras aboutir à rien : la démocratie ouvrière. Le Conseil d'usine, ce n'est pas lui qui créera la division qui existe déjà entre celui qui croit que Staline est son salut et qu'il n'a qu'à suivre le Comité Central avec une obéissance de tous les instants, celui qui a pour Blum une telle admiration qu'il avale toutes ses couleuvres, et ce fameux quarteron d'opposants qui a tant de mal à se trouver d'accord sur un point ; le Conseil d'usine ne créera pas cette division, mais il permettra aux points de vues de s'affronter, à la classe de se prononcer, de décider l'action à laquelle chacun sera discipliné.

Blum-Jouhaux-Thorez.

Tu crois encore que ce sont les radicaux qui empêchent les autres participants du Front populaire d'agir en ta faveur. Qu'attends-tu pour chasser les radicaux et pour obliger Blum, Jouhaux et Thorez à prendre au pouvoir leurs responsabilités ? Tu criais récemment : au pouvoir Thorez ; n'as-tu pas le moyen de réaliser ce mot d'ordre ? Mais méfie-toi, car tous trois sont attachés au capitalisme, ils n'oseront pas s'attaquer au régime, et tes intérêts seront foulés aux pieds. Méfie-toi, en exerçant sur eux le plus strict des contrôles par le moyen de ces Conseils d'usines, de ces Soviets.

Grève générale.

Le Soviet, le Conseil d'usine se heurtera à l'appareil de la C.G.T. ? Ton objection est juste. Mais si tu veux lutter réellement, sérieusement, tu dois te méfier de cet appareil et savoir que tu auras à lutter contre lui, autant que contre les directions du P.C. et du P.S. Tu auras à lutter contre lui parce que Jouhaux, Frachon et Cie ne sont que les agents de l'ennemi de classe dans tes rangs. Ils ont une pratique de la trahison et du torpillage des mouvements variable avec leur ancienneté. Mais elle est de taille chez tous. Ils te laisseront engager des mouvements dispersés, fragmentés, ils te les feront fragmenter, comme en 1920 ; jamais ils ne te permettront de mener une lutte d'ensemble, la seule efficace.

Méfie-toi d'eux, ne compte pas sur eux précisément pour préparer la lutte qui s'impose, qui pourrait désarçonner le patronat, *la grève générale*, pour imposer *le contrôle des travailleurs sur les entreprises au moyen des Conseils d'entreprises*. Les augmentations que tu obtiendrais, tu ne pourrais être sûr de les conserver que si tu sais ce qui se passe dans le bureau de la direction et de l'administration ; les renvois, tu ne pourras les empêcher que de la même façon. Toutes les parlotes à l'hôtel Matignon ne te donneront que des mécomptes. C'est pourquoi, sans oublier le rôle du syndicat, prémunis-toi contre toutes les trahisons par la création de ton Conseil d'entreprise.

Lies les usines entre elles.

C'est précisément là que les opposants ont une belle occasion de se retrouver, pour commencer le travail, alerter leurs camarades d'usines à ce sujet, établir des liaisons avec des copains de l'usine, des usines voisines, travailler à la préparation de ce vaste réseau où pourra se développer l'initiative ouvrière.

Il est faux de dire : les travailleurs ne comprendront pas, ne suivront pas, etc... Dans la tête des ouvriers, beaucoup d'idées se choquent. Malheur à ceux qui s'en tiennent à des déclarations où se reflète ce tohu-bohu de la pensée et qui contredisent le proche avenir.

Arme-toi.

Bâtis ton Soviet, ton Conseil d'usine. Assure sa liaison avec les autres entreprises de ta localité, de ta région. La lutte pour le contrôle ouvrier, la préparation de la grève générale seront ainsi minutieusement assurées par toi.

En même temps se pose le problème de l'*armement*. La lutte ne sera pas aussi aisée qu'en juin 1936, les accordéons ne suffiront pas pour tenir tête aux bandes fascistes que le patronat arme et qui, ce jour-là, oublieront vite leurs querelles d'aujourd'hui. Dans le conflit inévitable aussi avec les forces de l'Etat bourgeois, l'armement des travailleurs, c'est un élément important pour assurer la dissociation interne de ces forces. S'armer ? Là encore, ce n'est pas un problème difficile pour les masses ouvrières, pour les métallos maîtres des usines où ils fabriquent des armes et des armements en quantité formidable. Ce n'est pas un problème difficile, mais c'est un problème essentiel dans la création de *milices ouvrières*, de formations qui s'imposeront la discipline volontaire indispensable pour le combat.

Bâtis ton parti révolutionnaire.

Que vas-tu faire, camarade métallo ? Ce programme que nous t'avons rapidement esquissé, il ne contient aucune promesse, nous n'en faisons aucune, car nous n'avons pas la prétention et l'aplomb de dire aux masses : faites-nous confiance et nous vous tirerons du pétrin. Nous disons plus simplement : Voici le programme que vous soumet un [illegible] d'avant-garde qui travaille à [illegible] ite l'avant-garde ouvrière [illegible] révolutionnaire dans une I[illegible] Internationale. Ayez confiance en vous-mêmes et réalisez vous-mêmes ce programme qui n'est pas autre chose que le moyen d'aller au socialisme. Nous ne parlons pas de faire des miracles, nous vous appelons à changer le monde. C'est ainsi seulement que vous mettrez un terme à la misère, au fascisme et à la guerre, ces fléaux qui ruinent le prolétariat et l'humanité.

A bas Chautemps-Moutet, les assassins de Meknès !

A Meknès, les indigènes viennent d'être mitraillés par le Front populaire. Une dizaine a été tuée. L'ordre est assuré !

Le militant Messali et plusieurs de ses camarades ont été arrêtés pour avoir reconstitué « L'Etoile Nord-Africaine » dissoute par le gouvernement Blum.

Aux colonies, le Front populaire, avec le ministre socialiste Moutet, défend âprement les gros intérêts capitalistes. La France « libre, forte et heureuse » est imposée avec du plomb aux travailleurs indigènes.

Il y aura des protestations à « l'Humanité » et au « Populaire » ? Larmes de crocodiles. La seule réponse à ces assassins, c'est d'apporter aux peuples victimes de l'Afrique du Nord et des autres colonies le moyens, l'aide pour combattre et chasser l'impérialisme français de leurs territoires.

Notre nouveau local...

A partir de samedi prochain 7 septembre à 16 heures, nous serons provisoirement installés dans un local que nous sous-loue un camarade au :

36, Rue du Château-d'Eau,

(Au fond de la cour)

Permanence tous les jours de 18 à 20 h. et le samedi à partir de 16 heures.

La correspondance doit toujours être adressée à P. Frank, Poste Restante, Bureau 114, Boulevard de Strasbourg, PARIS

Où les staliniens devraient se taire...

Les Staliniens français continuent la campagne ordonnée par le dernier Presidium de l'Internationale communiste, dans les instructions duquel nous extrayons sur ce point le passage suivant :

« **Faire connaître, en s'appuyant sur les faits matériels, l'activité de provocation et d'espionnage des Trotskystes** »... (« L'Internationale Communiste », n° 7, juillet 1937).

Les mêmes instructions ordonnent d'épurer de tous les postes responsables « LES ANCIENS TROTSKYSTES QUI N'ONT PAS PROUVE LEUR FIDELITE... » *Ceci fera mieux comprendre à bien des militants la hargne particulièrement antitrotskyste des* S. Girault, *de son rejeton* Depollier *et autres Gourget-Barozine...*

C'est en conformité avec ces instructions que fut monté « un fait matériel » ,le pétard Péro-Gottlieb, *que nous avons éventé à temps. C'est dans cette « ligne » que* l'Humanité *publia l'article suivant, prélude à un nouveau concert :*

Nous avons signalé dernièrement l'arrestation de plusieurs individus faisant partie d'une association de malfaiteurs qui s'était spécialisée dans les faux-titres.

Parmi eux se trouvait un certain René Clair.

Il est sans doute utile de revenir sur ce triste personnage. Les braves gens — s'il en était besoin — seront ainsi édifiés sur le rôle des agents de Trotsky en France.

Car, comme par hasard (!) le faussaire René Clair est trotskyste, et non des moindres.

Cet individu est en effet secrétaire d'un organe trotskyste. Il est, de plus, membre du bureau politique et trésorier de la section française de la « IVe Internationale », groupe Naville.

C'est un ami de Pero-Gottlieb, autre dirigeant de la « IVe Internationale », biographe de Trotsky.

Ce Pero-Gottlieb, ainsi que l'a écrit déjà « l'Humanité », est actuellement inspecteur de la « Gestapo » au pavillon allemand de l'Exposition, la mèche ayant été éventée par le trotskyste Molinier, de l'autre clan.

Ainsi, c'est complet. Après l'inspecteur de la « Gestapo », voici le faussaire.

L'on se doit d'agir au plus vite pour épurer du mouvement ouvrier tous ces beaux messieurs qui ne sont que les vils instruments d'espionnage et de provocation de Hitler, Goebbels à l'étranger.

Nous avons, à ce sujet, reçu d'un groupe d'ouvriers, anciens actionnaires de la Bellevilloise *et de la* Banque Ouvrière et Paysanne, *des documents accompagnés de ces lignes :*

Sont-ils bien venus ? Oui, que ne le ferment-ils pas, ceux qui ont sur leurs passeports politiques la trop véridique histoire de la Banque Ouvrière et Paysanne, où vingt millions, volés ceux-là, à cinq ou six mille militants, des travailleurs, au profit des aigrefins « dans la ligne » et de leurs complices encore dans la place et qui retirèrent leurs fonds en douce ?

Les infectes histoires de la Banque Ouvrière et Paysanne, *de la* Bellevilloise, *du* S.O.I., *sont encore fraîches et d'autant plus infectes qu'à ces occasion furent spoliés des explotés au seul profit d'une bureaucratie parasitaire où l'on retrouve toujours les hommes de Maranne* (P.C.F.) *et d'Arrighi* (P.P.F.).

Mais le communiqué de l'Humanité *vise l'affaire des faux-titres de la* Senelle-Maubeuge.

D'après l'Humanité, *des trotskystes, oh, horreur ! fabriquaient des faux titres... Toute réserve faite sur l'information, nous le disons tout net : s'il s'agissait d'opérations de « reprises individuelles », elles étaient moins dangereuses pour les exploités de la* Senelle-Maubeuge *que la fabrication authentique de vrais titres par le Conseil d'administration. Car les titres authentiques représentent* « authentiquement » *la spéculation sur la misère de plusieurs milliers d'exploités de ce bagne...*

Les actes individuels, — celui-ci comme d'autres — sont inopérants contre le régime capitaliste ; c'est sur le plan de cette inefficacité que nous les jugeons *et nullement sur le plan de la morale de l'ennemi de classe dont tous les principes aboutissent à la conservation de sa propriété. Tous nos principes, à nous, tendent à son expropriation par les masses.*

Il est d'autres cas où les nécessités du combat et de la propagande d'une minorité révolutionnaire ne peuvent être suffisantes si elles ne s'alimentent que des sacrifices des militants ouvriers qui la composent. Il faut, à ce moment, envisager le moyen de surmonter ces difficultés, de pouvoir ainsi mener le combat de classe. Les bolcheviks russes nous ont, à ce sujet, donné l'exemple. Le « Soleil des prairies » (*style* « Pravda »), *ne s'appelait pas* Staline *mais* Koba. *Avec une série de militants bolcheviks, mandatés, il n'hésita pas à organiser le sac d'une banque à Tiflis.* Litvinov, *à l'époque, était déjà chargé de voyages à l'étranger... mais c'était pour écouler une partie du butin — ce qui lui occasionna quelques mois de prison.*

Le Parti bolchevik *employa bien d'autres moyens qui furent, ainsi que celui ci-dessus* (1), *discutés âprement dans les cercles révolutionnaires. L'intrusion de provocateurs dans ce domaine d'activité n'est qu'une raison supplémentaire de précautions, la référence n'en existe pas moins.*

On ne comprend d'ailleurs pas la réserve des Staliniens sur ce passé de Staline, passé qui n'est pas de nature à offusquer les banquiers, nouveaux amis qui s'y connaissent en [illegible].

***

Voler les exploiteurs, c'est reprendre. Reprendre pour soi n'est pas l'acte d'un révolutionnaire conséquent, *reprendre à l'ennemi pour mieux le combattre, n'est pas condamnable en soi. Le jugement des révolutionnaires est conditionné, comme pour toute action, par le calcul du rapport des forces, des avantages, des inconvénients, des répercusions.*

La plus abjecte des « reprises » fut celle des bureaucrates qui ont, par une affaire véreuse, engraissé des hauts fonctionnaires : par la B.O.P., *la* Bellevilloise, *le* S.O.I., *etc., en spéculant sur leur influence pour rafler leurs économies aux militants et leurs fonds aux organisations ouvrières.*

Notons qu'à l'époque de la B.O.P., *Tardieu avait senti le point faible et avait fait du scandale un cheval de bataille contre le communisme. Dans le Parti communiste, les bolcheviks-léninistes apportèrent leurs critiques contre la corruption bureaucratique, mais* face à la justice bourgeoise, *à ses foudres, le parti, ses militants — parfois victimes directes de la* B.O.P. *— se dressent !*

Des exclusions n'auraient pas arrêté Tardieu !

***

Ce n'est qu'à une période plus accentuée de sa dégénérescence que le P.C. (dans le domaine du travail anti) exclut et se désolidarisa publiquement des militants qui faisaient ce travail.

Pour calmer leur révolte, il leur prétextait le danger d'illégalité, leur offrait sa solidarité — de l'argent — infâme comédie... Le P.C. devenait P.C. Français, *la morale de l'ennemi devenait sa règle, il plantait le torchon tricolore dans le drapeau rouge, il achevait d'abuser de la confiance dans la Révolution russe pour traîner les ouvriers et les paysans au carnage impérialiste.*

Nos correspondants ont raison : EN MATIERE D'ESCROQUERIE, LES GENS DE « L'HUMANITE » *N'ONT QU'A SE TAIRE !*

Notre prochain numéro apportera la version des faits selon les Staliniens eux-mêmes.

Sauvons les emprisonnés d'Espagne ! Exigeons le droit d'asile pour les miliciens !

VOICI un peu plus d'un an que le peuple espagnol répondait, les armes à la main, au soulèvement militaro-fasciste dans ce pays. Des milliers de travailleurs de tous les coins et de toutes les organisations s'engageaient dans les milices ouvrières, pour aller, au péril de leur vie, défendre leur idéal, et aider ceux qui, malheureusement, n'avaient pu vaincre, dès le début, les hordes fascistes.

Dans les autres pays, le même enthousiasme. De tous côtés, l'élite révolutionnaire répondait présent et accourait aider leurs camarades d'Epagne. Des anarchistes, des communistes, des trotskystes, des socialistes et même de simples anti-fascistes, dont beaucoup avaient déjà souffert dans les prisons de Mussolini et d'Hitler et vivaient errants, refoulés de partout, **même de notre pays soi-disant démocratique,** pour battre le fascisme et faire triompher la révolution.

Maintenant vient la contre-révolution, la lutte des chefs et des dirigeants des organisations contre la révolution, le retour au pouvoir de ceux qui, depuis la chute de la royauté, ont été les complices du mouvement fasciste actuel sont à Valence et à Barcelone. Aidés par la complicité des Gouvernements démocratiques (Comité de non-intervention) qui ont laissé Staline jouer avec les pantins des gouvernements d'Espagne, et en reconnaissance de l'aide apportée, faire en Espagne ce qui se passe en U.R.S.S., créer des complots d'espionnage, de sabotage et autres, provoquer des soulèvements comme ceux de mai dernier à Barcelone, pour réprimer les ouvriers, arrêter et assassiner les militants ouvriers, torturer les emprisonnés, dissoudre leurs organisations, après avoir interdit leur presse.

Les prisons de Barcelone, de Valence, d'Albacète et de Madrid sont pleines de camarades, innocents pour la plupart, maintenus là par la police bourgeoise du gouvernement Négrin et par le Guépéou de Staline. Il faut les sauver.

Le prolétariat du monde entier, et en particulier le prolétariat français, qui a déjà dans ces dernières années su faire rendre à la liberté un grand nombre d'emprisonnés, depuis les marins de la mer Noire jusqu'aux camarades indochinois libérés dernièrement du bagne, qui a su manifester lors de l'affaire Sacco-Vanzetti, pour les nègres de Scottobourg, de nouveau le prolétariat de notre pays doit aujourd'hui être alerté.

Il faut aussi, et c'est encore plus directement à notre portée, imposer au gouvernement français qu'il accorde le droit d'asile aux camarades non Français qui parviennent à quitter l'Espagne. Il y a des Allemands, des Italiens, des Bulgares, etc... qui ne sont pas autorisés à séjourner et qui sont ainsi menacés de quitter les prisons d'Espagne pour échouer dans d'autres prisons d'Europe.

Camarades, réagissez, exigez de vos organisations qu'elles agissent contre ce scandale, cette honte de l'humanité, qui ne servent que nos ennemis, les fascistes.

Assez de crimes et d'assassinats ! Ne soyez pas les aides des bourreaux, montrez-vous dignes d'être des hommes et des révolutionnaires.

REMY,
retour d'Espagne.

Les conscrits sont partis en chantant "l'Internationale"

Mercredi matin, la cohue des nouveaux soldats se pressait à la gare de l'Est.

Départ pour deux ans ! Deux ans d'abrutissement, deux ans qui coûtent cher. Mais est-ce bien pour deux ans, au fait ? Que se passera-t-il au cours de ces deux ans ?

Le mécontentement était grand parmi les conscrits. Il le fut davantage lorsqu'ils apprirent qu'il leur fallait attendre 2 heures avant le départ des trains pour les casernes souterraines de béton. Les poings se levèrent, la « Jeune Garde » et l' « Inter » retentirent, quelques vitres volèrent en éclats.

L'important service d'ordre a senti passer sur sa nuque la grande colère des jeunes prolos qui ne marchent pas pour la « démocratie » et les généraux « républicains ».

Vous voilà soldats, maintenant, camarades. Votre colère ne doit pas tomber sous la pression des grilles de casernes, généralisez-la, organisez-la, constituez vos comités de casernes. Entrez en liaison avec nous par l'intermédiaire de camarades sûrs, diffusez « La Caserne », journal de défense des paysans et ouvriers mobilisés. Préparez-vous à transformer la guerre impérialiste que les bourgeois préparent avec l'aide des staliniens et des réformistes, en guerre civile révolutionnaire.

Les problèmes de la construction de la IVe Internationale

NOUS avons été contraints, par notre parution sur deux pages, de renoncer à cette rubrique ; ce n'est nullement parce que nous avons abandonné la solution de ces problèmes. La soigneuse préparation de notre Congrès est une sérieuse contribution à la construction de la IVe Internationale. Mais il convient aussi de se situer, à l'égard des autres organisations, dont les comportements nuisent au plus faut point au renforcement, à l'unification, à la cohésion des forces révolutionnaires.

La direction du P.O.I. s'acharne à nous déclarer ennemis de la IVe Internationale, qu'elle considère toujours comme existante, ce qui lui évite d'examiner comment résoudre les problèmes que pose sa construction.

Son dernier exploit réside dans sa réponse à « l'Humanité » sur le cas **Pero-Gottlieb**, réponse qui comporte les passages suivants :

« Nous n'ignorions pas que vous vous empareriez des « révélations » de « La Commune », sur le cas du jeune aventurier pour cacher vos propres crimes. »

« Vous utilisez de votre mieux les articles multiples de « La Commune » contre la IVe Internationale en bâtissant de comiques mensonges ignobles de nos prétendus lien avec la Gestapo. »

C'est-à-dire qu'aux mensonges de « l'Humanité », la « L.O. » répond par d'autres mensonnges et est tellement aveuglée par une haine de clique qu'elle néglige le fait essentiel : **ce sont les Staliniens qui ont monté de toutes pièces l'affaire Pero-Gottlieb.** Pourtant, les rédacteurs de la « L.O. » savent, comme nous le savons maintenant, à la suite de quels conseils et recommandations Pero a été embauché... Nous calomnier domine leurs préoccupations ; l'arbre ne leur permet pas de voir la forêt. **« Les Staliniens ont puisé dans « La Commune » ?** Pourtant Pourtant les fripons de « l'Humanité » qui se frottent les mains de provoquer nos conflits, se gardent bien de publier notre texte sur Pero, qui démontre leur infamie, texte que nous publions à nouveau ci-dessous et qui démonte toute leur fantaisiste version.

Nos lecteurs connaissent probablement un nommé **Gottlieb**, dit **Pero**, auteur d'une brochure sur Trotsky, qui n'est qu'une pauvre démarcation de l'autobiographie de L. Trotsky. Nous n'avons jamais donné libre cours aux accusations multiples qui pouvaient être formulées contre lui, mais, aujourd'hui, différents militants sont venus nous aviser d'un fait qui nous semble tout à fait caractéristique.

Voici le témoignage d'un camarade militant responsable dans le mouvement ouvrier :

« Visitant le pavillon allemand à l'Exposition, j'ai été appréhendé par le nommé Gottlieb, dit Pero, ataché au pavillon hitlérien et vendant des cartes multiples de propagande ; le nommé Pero était en uniforme comme les autres personnes attachées à ce pavillon, avec l'insigne des jeux olympiques.

Le nommé Pero, devant ma surprise de trouver un membre du C.C. des J.S.R. dans une telle fonction, a répondu qu'il fallait « pénétrer partout », ce qui, dans un cas pareil, n'était qu'une couverture lamentable. »

Un autre militant, également sérieux et responsable, nous avise que le nommé **Pero**, rencontré par lui dans les mêmes circonstances, lui a fait visiter de fond en comble le pavillon, même les couloirs intérieurs, et était véritablement dans ce pavillon un personnage accrédité.

Nos lecteurs comprendront que, dans la situation politique actuelle, un tel acte peut constituer le début d'une machination stalinienne de premier ordre, « Trotsky, par Pero », « brochure populaire », Pero = Gottlieb = « nazi », c'est un tour qui ne serait pas mal joué par le Guépéou !

« La Commune », nº 59 (11 juin 1937).

La « L.O. » pourrait, à la rigueur, nous reprocher de n'avoir été prévenue que par « La Commune », en supposant qu'ils ignoraient les faits. Mais à qui la faute ? Quel accueil avons-nous eu après une perquisition officieuse du **Guépéou** en nos locaux, où nous les avons immédiatement mis en garde, ainsi qu'à chaque perquisition policière. Ainsi qu'à chaque provocation stalinienne, comme aux **Magasins Réunis**, contre un J.S.R., etc...,

Paroles méprisantes, injures, telles furent les réponses. Qu'on ne se plaigne plus ensuite que « La Commune » ait véhiculé notre mise en garde sur Pero-Gottlieb, instrument du Guépéou. Ceux qui favorisent le jeu du Guépéou sont ceux qui ne peuvent s'élever au-dessus de leurs haines personnelles et voudraient imprégner le régime d'une organisation, — devant regrouper les éléments les plus divers — d'un cynisme **que l'on peut maintenant qualifier d'infect**, cynisme paré d'avant-gardisme, mais puant le moisi petit bourgeois.

ET EN ALLEMAGNE !

Le régime anti-démocratique sévit aussi dans l'organisation allemande. Aussi voit-on en moins de deux mois une scission, un replâtrage et une autre scission. Ajoutons que cette dernière a été faite la veille d'une conférence, préparée sans aucun Bulletin intérieur, sans texte, sans discussion préalable.

Aux camarades exclus de comprendre que la lutte pour la IVe Internationale ne doit qu'être intensifiée et qu'elle comporte la lutte pour une organisation démocratique, que d'avoir laissé sévir en France les pires méthodes se retourne aujourd'hui contre l'organisation allemande.

R. CLAIR EXCLU

La « L. O. » publie en un coin bien obscur:

Le Comité Central a appris par la presse du 21 août l'arrestation de R. Clair (accusé de fabrication de faux titres). Clair était membre du parti, mais son activité personnelle était étrangère et inconnue au parti, qui ne peut prendre pour elle aucune sorte de responsabilité. Son acte porte le plus sérieux préjudice au parti, et le C.C. décide l'exclusion de Clair. — Le Comité Central.

Le cas de R. Clair est bien particulier et nous ne saurions le comparer aux autres exclus du P.O.I. : **Lebreton** (C.C. des J.S.R., passé au P.P.F.), **Simon** (C.C. P.O.I., passé au P.P.F.), **Pero** (B.P. des J.S.R. à l'unification, Guépéou), **Korman** (Administrateur de « Révolution », indélicatesse).

Mais, en soulignant bien qu'il n'y a aucune comparaison possible entre la nature et l'importance des causes de ces différentes exclusions, nous observons une fois encore que le régime intérieur malsain qui empêcha le maintien de l'unité des partisans de la IVe en France a continué de sévir dans le P.O.I. et d'engendrer sur bien d'autres plans des difficultés de tous ordres que des exclusions à jet continu ne règlent pas. Ce régime malsain peut libérer une clique dirigeante de toute opposition sérieuse, empêcher toute sélection, faire avaler les pires infamies et les pires lâchetés (tous les moyens n'étaient-ils pas bons contre le P.C.I. ?), mais il accumule devant le développement d'un parti révolutionnaire nouveau les obstacles les plus pénibles à surmonter. Les mesures bureaucratiques d'une direction ne sont pas la preuve de sa fermeté ultérieure devant l'ennemi de classe, tout au contraire.

Construire la IVe Internationale dans l'action de classe et sous les coups de l'ennemi, ce n'est vraiment pas avec les moyens de la direction actuelle du P.O.I. qu'on y parviendra.

Nouveau feuilleton stalinien

Agissons contre la répression contre-révolutionnaire en U. R. S. S.

Le coup de force dans les sphères dirigeantes, commencé avec l'exécution de Toukhatchevsky, se poursuit sans trève. C'est un ancien Président du Conseil de l'Ukraine qui « se suicide », ce sont de nouvelles exécutions de bolcheviks géorgeiens, ce sont des condamnations à mort d'ouvriers à Moscou comme dans les centres sibériens, c'est Boukharine, qui refuse d' « avouer », à nouveau pris à parti dans la « Vie économique » pour des raisons plus défigurées les unes que les autres, mais qui aboutit à ceci : presque jusqu'au dernier moment, Boukharine ne fit qu'une propagande clandestine pour le terrorisme, mais il ne rejoignit les rangs terroristes que peu avant d'être écarté de la rédaction des « Izvestia ». On peut donc dire que son compte est bon.

⁂

Pour calmer les inquiétudes des alliés bourgeois qui voudraient bien savoir quelle est la situation exacte, que valent les accusations, — car ils ne prennent pas pour paroles d'Evangile les aboiements de l' « Humanité » et autres publications à l'usage des travailleurs, Staline avait déjà donné une version au sujet de Tonkhatchevsky. Un journal anglais la publia : la « trahison » se réduisait à une tendance pro-allemande du maréchal et des généraux fusillés.

Mais Staline dispose de plusieurs touches. Pour le public réactionnaire un peu crédule, une nouvelle explication a paru dans l' « Echo de Paris » du 30 août. La voici :

Qu'on ne s'étonne pas de la mort silencieuse du maréchal Toukhatchevski. Qu'on ne s'étonne pas non plus de son mutisme obstiné devant la Cour suprême militaire de Moscou. Il n'a pas répondu un seul mot aux graves accusations du réquisitoire. Comment aurait-il pu les réfuter ? Pendant la courte audience, il était sur une civière, mortellement blessé par une balle de revolver reçue la veille du procès. C'était le moyen le plus sûr de ne pas le laisser prononcer une syllabe. C'était un mourant qui a été fusillé... si toutefois Toukhatchevski n'était pas mort avant son « exécution ».

L'histoire de sa trahison — car ce fut un traître — peut, à présent, être révélée. Il avait comme confident le docteur Ernst Hanfstaengel, en qui le chancelier Hitler avait mis sa plus grande confiance. C'est à Hanfstaengel que Toukhatchevski avait remis le plan de mobilisation russe. Hanfstaengel, homme jeune, extrêmement riche, bavard et imbu de lui-même. s'est vanté ouvertement d'avoir acheté Toukhatchevski. Sur la foi de ce témoignage, le gouvernement russe a fait appréhender Toukhatchevski. D'autre part, Hanfstaengel a provoqué la colère la plus violente de Hitler. Il a dû ouvrir précipitamment l'Allemagne pour éviter son arrestation. Tandis que Toukhatchevski était fusillé, Hanfstaengel était condamné à mort par contumace et sa fortune était confisquée, — tout au moins la partie qu'il n'a pas réussi à exporter à Londres où il vit actuellement.

Comme roman chez la concierge, ça peut aller. Mais il y a vraiment trop d'explications pour qu'on puisse les prendre au sérieux.

⁂

La contre-révolution frappe, elle explique après, si besoin est, comme besoin est, et ne s'embarrasse pas de quelques contradictions grossières. Les couches privilégiées veulent asseoir définitivement leurs privilèges.

Le prolétariat russe connaît la pire des oppressions. Son avant-garde est exterminée dans les bagnes et les isolateurs. Les premiers procès avaient soulevé un certain émoi. Va-t-on maintenant s'accoutumer à une répression furieusement déchaînée ? Ne pas dénoncer, ne pas combattre les crimes du stalinisme en U.R.S.S., c'est lui laisser en préparer d'autres en France comme il le fait en Espagne. Le front unique des révolutionnaires ne pourra-t-il donc pas se faire sur ce point au moins ?

APRES LA CHUTE DE SANTANDER

Ce qu'est la "trahison" et de quoi dépend la "discipline"

SANTANDER est prise, Gijon est sérieusement menacée, les Asturies investies ; Franco tient maintenant sous sa domination les régions les plus riches, les plus industrielles d'Espagne. La prise de Santander a démontré que l'armée républicaine était dominée par un appareil militaire qui est passé massivement à l'ennemi au moment décisif. Les armes ne manquaient pas, les troupes non plus, la « déroute » — selon le communiqué du gouvernement basque réfugié — « était organisée ». L'examen superficiel des faits de cette importance peut faire conclure à la trahison, à la nécessité d'une répression implacable, au renforcement de la discipline, etc., etc... Il ne s'agit là que d'un examen superficiel, c'est dans l'examen sérieux de l'ensemble du problème que l'on peut déceler les causes de ces défaites successives.

⁂

Le fascisme monte en Espagne et a réuni sur le terrain militaire de sérieux atouts pour vaincre. Des centaines de milliers de prolétaires ont pourtant combattu ; l'héroïsme des prolétaires d'Espagne depuis près de sept ans fut dans cette lutte révolutionnaire un glorieux exemple ; des prolétaires se sont jetés dans le combat comme des lions pour vaincre. Quelle est donc la cause de la défaite ? Répondre : **« Ils ont été trahis »**, quoique exact, ne démontre rien de plus que de répondre : **« Cinquième colonne »**. C'est l'examen du contenu de la trahison qui seul peut permettre de comprendre les leçons et de trouver les remèdes. Les causes des luttes révolutionnaires en Espagne, nous les avons souvent analysées, la décrépitude de ce vieil impérialisme, le système féodal gênant les quelques possibilités de développement capitaliste, le rôle des militaires dans l'Etat, la naissance de la République de 1931 devant permettre au capitalisme industriel de prendre en main sa destinée, le fait que cette république démocratique ne pouvait, dans l'état du capitalisme espagnol, que constituer une lourde charge pour les possédants et un regain de révolution prolétarienne ; cette situation ayant abouti au passage des militaires au fascisme et au coup d'Etat de Franco.

Nous l'avons proclamé : **Seule, une révolution prolétarienne libérant les nationalités opprimées** — Maroc, Catalogne, Basques, etc. — **expropriant les gros propriétaires et la finance internationale et espagnole, pouvait apporter une solution équilibrée à la crise de l'impérialisme espagnol.**

La victoire des positions que nous avons défendues aurait en Espagne permis la victoire révolutionnaire ; la défaite met à l'épreuve les autres théories étrangères au marxisme révolutionnaire. Les trahisons, les défections, ils en portent tous la responsabilité, ceux qui n'ont pas su comprendre que **la défaite de Franco était inséparable de la défaite des formes de domination capitaliste, que le front unique avec les forces démocratiques bourgeoises** — d'ailleurs infimes — **devait aboutir à la subordination de ces forces, à leur disparition devant le BLOC COHERENT des ouvriers et des paysans ou** — ce qui est — **à la subordination des masses ouvrières à cette poignée de républicains bourgeois, représentant SES intérêts et les intérêts des clans impérialistes et financiers de l'Espagne.**

⁂

Les formes démocratiques bourgeoises sont condamnées, elles doivent céder la place au fascisme ou au socialisme. Démocrates bourgeois n'ont avec le fascisme que des divergences de **moyens quant à la gérance de la propriété** ; fascistes et démocrates bourgeois ont contre le prolétariat des intérêts communs, et si passagèrement des alliances se font entre organisations ouvrières et partis démocratiques bourgeois, la victoire de ce bloc ne peut être acquise que si les organisations ouvrières donnent à ce combat tout son sens de classe, détruisent les formes de la propriété privée, imposent le pouvoir des ouvriers et des paysans, libèrent les nations opprimées, privant ainsi l'ennemi fasciste d'appuis, et liquident la démocratie bourgeoise. C'est dans la mesure où la dictature du prolétariat a été fragmentée, freinée, que la victoire de Franco était assurée, le prolétariat étant livré à ses complices républicains. Des officiers ont trahi ? Entre l'ordre de Franco et l'instabilité républicaine, un bourgeois sait choisir. Et que faisaient-ils donc là, ces officiers bourgeois ? — Nous touchons là un des points les plus sensibles... **le problème militaire.**

La lutte armée, c'est pour nous **« la continuation de la politique par d'autres moyens »**. Négliger les problèmes militaires serait fantaisie, mais être totalement absorbé par eux au point de ne pas percevoir le contenu réel d'une lutte est une myopie criminelle. Le désordre, l'indiscipline ? Il faut comprendre que, dans des moments semblables, la discipline doit régner dans les rangs prolétariens, mais comment donner la cohésion aux combattants prolétariens ? Tous les exemples d'indiscipline grossis, pris sur le vif des luttes d'une année, ne peuvent nous convaincre que le problème de la discipline est un « problème à part ». Il n'en est rien ! Les protagonistes de la discipline — « question à part » — sont de singuliers artisans de la lutte pour le pouvoir des ouvriers et des paysans. Pour que cette lutte soit efficace, il faut réaliser la cohésion des combattants à la période décisive du combat armé. C'est pour nous la question qui contient toutes les autres, la cohésion ne peut exister que par le développement de la conscience de classe des cadres prolétariens ; cette conscience de classe ne peut être développée que par la démocratie prolétarienne qui permet au noyau révolutionnaire le plus faible de progresser très rapidement par la concordance de son programme avec les aspirations des masses en lutte. Le caractère démocratique des organisations ouvrières des masses (**Comités, Juntes, Soviets**) ne remplace pas, certes, la technique militaire, mais la Révolution russe a fixé le rôle des « techniciens ». Ils ne peuvent avoir en mains les clefs de la situation.

⁂

C'est cette incapacité des organisations se prétendant révolutionnaires à créer cette cohésion, c'est-à-dire à faire vivre un programme révolutionnaire, que nous examinerons point par point, par la suite.

La Bandera fantôme

Une campagne à retardement du "Populaire"

Le « Populaire » vient d'engager une campagne pour dénoncer la pseudo « Bandera française ». Elle contient des choses intéressantes, mais elle pèche rudement d'un côté : elle arrive un mois après que les faits mentionnés aient été révélés dans « La Commune ». Dans notre numéro 62, du 23 juillet, nous signalions le recrutement effectué sous la direction de l'assassin Trochu, sous le contrôle du général Lavigne, et les réalisations pratiques de Bonneville de Marsanguy, qui mangea la grenouille dans une noce crapuleuse. Nous y signalions aussi, parmi les officiers français, le dénommé Penaud, du P.P.F. de Nogent-sur-Marne, qui a renseigné le « Populaire ».

Le « Populaire » a découvert, avec un mois de retard sur la « Commune ». Mais, si nous ne nous trompons pas, quand cette Bandera fut montée, Blum était Président du Conseil, Dormoy à l'Intérieur. Tous les flics, tous les indicateurs de France dépendaient d'eux. De deux choses l'une : ou Blum, Dormoy et Cie ignoraient alors ce que le « Populaire » a appris un mois après la « Commune », et ce n'était pas la peine d'être au gouvernement pour être aussi ignorant ; ou ils étaient informés, et on peut se demander les raisons de leur silence.

On peut aussi remarquer le silence de l' « Humanité », dont les rédacteurs sont occupés à baver sur nous. Pourquoi M. Sampaix, qui avait reçu avant nous les informations que nous avons publiées, s'est-il tu ? Pourquoi l' « Humanité » reste-t-elle silencieuse ?

Souscris pour la Commune

En vue de la préparation de notre Congrès, le Comité Central a décidé la parution de la « Commune » sur quatre pages. Nous appelons tous nos abonnés, sympathisants ou lecteurs, à contribuer financièrement à la parution régulière sur quatre pages de la « Commune ». De nombreux camarades font un effort et apportent leur aide à l'organisation. Il faut tenter plus encore et assurer hebdomadairement la vie du journal.

Notre souscription

Ci-dessous nos dernières rentrées :

Joine 5. — Eiche 20. — Fly 10. — Ray 65. — Un camarade de Cachan 20. — Phal. Langen 20. — Phal. Meche 25. — Phal. 14e 112. — Eiche 3. — Ray 100. — Liste 69, 61. — Phal. Georges, 100. — Liste 65, 61. — Liste 66, 89. — Un camarade étranger sympa. 350. — Phal. 14e, 20. — Liste 30, 82,50. — Castille, 30. — Divers, 10. — Mandat Havre, 70. — Phal. Ray, 30. — Phal. 14e, 18. — Phal. P.F., 50. — Phal. Marc, 20. — Vitry, 25. — 14e, 20. — Mil, 20,50. — Liste 28, 145. — Saint-Denis, 20. — Vitry, 18. — Georges, 100. — Un sympa., 5. — Groupe 19e, 8. — Luc, 10. — Mandat Poitiers, 41,50. — Liste 64, 115. — Divers province, 18. — Lyon, 27. — Audincourt, 20. — Lyon-Perrache, 30. — Toulon, 22,05. — Liste 27, 25. — Mil, 28,40. — Total : 1.969,95.

La vie du Parti Communiste Internationaliste

Tribune du Congrès

NOTRE Congrès se tiendra les 24, 25 et 26 septembre, à Paris. Sa préparation matérielle sera assurée par la souscription obligatoire d'une journée de salaire par tous les membres de l'organisation. C'est une question importante, certes, mais ce qui sera déterminant, c'est que la discussion politique, les votes qui la clôtureront aboutissent à une plus forte maturité politique des militants qui composent le P.C.I., à une liaison plus ferme entre eux, afin qu'ils puissent résister aux dures épreuves qui vont, dans la conjuration des forces contre-révolutionnaires, s'abattre sur l'avant-garde marxiste.

Rebrousser chemin sur la voie tracée par les bolcheviks-léninistes ou, en améliorant l'outillage par une investigation sérieuse de l'expérience faite, continuer inlassablement à creuser, ainsi se posera le problème central de notre Congrès.

⁂

Quand nous écrivons que le stalinisme jette le désarroi dans les rangs ouvriers, nous ne négligeons nullement que les rangs révolutionnaires soient sensibles à ces néfastes conséquences. Le désarroi règne dans les groupes ou organisations non conformistes ; toutes les organisations subissent de profondes secousses. Même les organisations se prétendant apolitiques, comme J.E.U. N.E.S., sont secouées par une lutte de tendance « politique ». Crise chez les ANARS, crise à la G. R., éparpillement à QUE FAIRE, crises dans ce qui fut la GAUCHE ITALIENNE, même cette vieille dame de la REVOLUTION PROLETARIENNE qui porte le copinage comme signe de distinction, voit son « noyau » craquer comme sous un casse-noix.

Des feuilles surgisent et disparaissent, des groupes aussi.

Ces conditions sont celles où notre Congrès va se tenir. Une plate-forme doit y être adoptée. Rien ne sera tenté pour qu'elle soit unanime, tout sera fait pour qu'elle soit précise et prenne, en face des problèmes passés et présents ses responsabilités, l'avenir dût-il démontrer que cette plate-forme était sur bien des points erronée, l'effort d'élaboration collective sera plus productif que l'admission de textes non assimilés.

⁂

Dans quelle période sommes-nous ?

Quel est l'apport de la contre-révolution en U.R.S.S. à une éventuelle consolidation du capitalisme ?

Quelles doivent être les tâches des révolutionnaires, leurs méthodes d'organisation et de travail ?

Quel contenu donner au mot d'ordre du défaitisme, quelles formes de travail comporte-t-il ?

Défense de l'U.R.S.S. ou non ?

Le programme d'action de la période présente.

L'unité avec le P.O.I. et ses conditions.

Telles sont en vrac les questions que nos militants auront à résoudre, leur discussion se prépare à l'aide de copieux bulletins intérieurs, dont le dernier numéro — dont un accident de machine a retardé l'expédition — comporte une cinquantaine de pages.

⁂

Le Congrès du P.C.I. est un Congrès pour l'avant-garde révolutionnaire. Quelques groupes boudent ou veulent ignorer le P.C.I., mais ils se procurent nos bulletins et les commentent !

Pour notre 3e Congrès, nous n'entendons pas une mise en scène rituelle des Congrès des partis démocratiques... mais, les 24, 25 et 26 septembre, pour la troisième fois, se réuniront des militants venus de plus de trente provinces de France, afin d'établir les résultats acquis et de fixer la plate-forme de leur activité à venir, dans une période où toutes les conditions vont se réaliser, permettant à l'instinct de classe profond des masses de briser l'entrave des partis de trahison, et à leur avant-garde de se forger.

Un métallo qui rame contre le courant depuis des années dans une des régions industrielles les plus rudes, nous disait : « Il faut faire la ruche et les cases, il faut résister aux bourrasques, le miel viendra ! »

Notre Congrès sera une sérieuse contribution à cette tâche !

Parmi nos lettres

REGION DU CENTRE. — Sur la question de l'unité avec le P.O.I., il faut être très circonspect. Je n'oublie pas que parce que je ne voulais pas rester au P.O.I. un délégué du centre est venu affirmer à des militants du P.S. et du P.C. que le P.C.I. était un centre de policiers ! Les copains qui me connaissent depuis des années l'ont remis à sa place.

... La commission des J.C.I. a tort si elle se cantonne à « travailler » les J.S. ou les J.C. C'est dans la jeunesse inorganisée que se trouve le réservoir. Pour le P.C.I., c'est pareil, il faut aller vers les masses inorganisées, ne donnons pas l'impression de ne lutter que contre le stalinisme, faisons de la propagande positive. La critique, si elle est nécessaire, ne doit pas être au premier plan. Le mot d'ordre « Thorez-Blum-Jouhaux » était et reste excellent immédiatement. Les ouvriers qui subissent l'attaque patronale se disent en effet que le P.C. devrait bien mettre la main à la pâte. Il faut appuyer là-dessus.

SAVOIE. — Construire, armer et unir les Soviets, c'est bien ; mais apprendre au peuple volé, trompé, spolié de tout, que c'est lui le vrai et seul producteur de toute richesse et de tout bien-être me semblerait mieux.

NORD. — Il serait bon qu'au Congrès une discussion ait lieu et que les délégués des régions apportent, s'ils ne l'ont pas fait par écrit, la situation dans leurs coins. Il faut qu'ils apportent des chiffres tout à fait sérieux sur les défections dans la C.G.T.

PAS-DE-CALAIS. — J'ai pris la décision de commencer ouvertement la lutte contre l'arbitrage et la politique de la C.G.T. A la prochaine réunion je commence et je défendrai carrément notre position. Les dirigeants sont salement emmerdés avec les arbitrages qui jettent chaque jour de nombreux ouvriers à la rue.

D'UN SYMPATHISANT. — Il faut sortir de votre Congrès avec une politique solide et un de vos mots d'ordre me chagrine, quoiqu'il soit juste: « Forme ton soviet, arme ton soviet, unis tes soviets », c'est trop en avant pour les gars. Prenons garde de ne pas recommencer les erreurs du P.C. !

REGION DE L'OUEST. — Faites un effort pour que « La Commune » paraisse chaque semaine sur quatre pages. C'est le seul moyen efficace de pénétration pour nous, en province, où avec le début de notre activité commence la campagne accrue des staliniens...

TOULON. — Bon front unique avec les copains du P.O.I., collage en commun, poursuite des flics, mais bon travail.

MARSEILLE. — La dernière « Commune », malgré ses deux pages, est en progrès dans la présentation, les titres, le langage plus simple, plus clair, plus direct. Bravo pour cette « Commune ».

CHARENTE. — Nous vous avons envoyé hier 20 francs, résultat de la vente des journaux. C'est peu, mais NOUS ECONOMISONS POUR LE CONGRES. Tous les premiers lundis du mois nous vous enverrons des fonds.

SEINE-INFERIEURE. — Au Congrès nous aurons trois délégués ce qui nous inquiète, c'est la campagne électorale que nous avons décidé de faire aussi vaste que possible. Nous avons l'appui de sympathisants, mais nous attendons une décision du C.C.

BULLETIN INTERIEUR.

Nos groupes et nos militants recevront seulement en fin de semaine le Bulletin nº 5 de préparation du Congrès, un accident de machine est la cause du retard, le tirage du bulletin a dû être limité. Faire circuler parmi les membres et sympathisants.

Le **Bulletin** nº 5 contient les P.-V. du Comité Central avec la discussion politique au C.C., des correspondances de plusieurs régions, des critiques, des informations internationales, etc... Diffusez-le et envoyez-nous les fonds pour notre édition régulière.

DANS LES H.C.R.B.

Le nº 2 du « Soviet des H.C.R.B. » paraîtra à la fin de la semaine. Groupes et militants, approvisionnez-vous !

P.T.T.

Demandez et diffusez le dernier numéro du « Soviet des P.T.T. ».

METAUX.

Le C.C. a désigné deux de ses membres pour mettre au point la continuité du travail du mois en cours. Métallos du P.C.I., passez samedi à la permanence !

PAPILLONS.

Une série de papillons sera éditée pour samedi et à la disposition des groupes et militants à la permanence samedi.

CARTES REUNION DU 24.

Militants de Paris et Banlieue ! Faites un gros effort pour placer des cartes pour la réunion du 24 à la Mutualité.

Samedi, les cartes seront disponibles à la permanence.

La guerre en Extrême-Orient

Où en est la Chine ?

LA guerre se poursuit désormais avec intensité en Chine. Les Japonais pensent en avoir pour un an. Dans les concessions de Shanghaï, sur les navires ancrés dans le port de cette ville, des obus sont tombés ; l'ambassadeur de Grande-Bretagne en Chine a reçu dans le corps la décharge d'une mitrailleuse japonaise ; enfin, l'U.R.S.S. vient de signer avec la Chine un pacte de non-agression. C'est par milliers que chaque jour se comptent les victimes.

Quels intérêts se heurtent en Chine ? Il y a quelques jours, *Excelsior* publiait, d'après des chiffres provenant de la Statistique officielle des Douanes chinoises, les chiffres suivants :

« Importance relative des puissances dans le mouvement commercial de la Chine :

« Empire britannique : 26,1 % ;
« Etats-Unis et dépendances : 23,2 pour 100 ;
« Empire japonais : 18,5 % ;
« Allemagne : 11,5 % ;
« France : 5,6 % ;
« Autres pays : 15,1 %.

« Investissements privés de capitaux étrangers :

« Grande-Bretagne : 45,8 % ;
« Japon : 33 % ;
« Etats-Unis : 7,1 % ;
« France : 4,6 % ;
« Allemagne : 3,6 %.
« Allemagne : 3,6 %. »

Ce journal ajoutait le commentaire suivant :

« La fraude n'y est pas comptée. Elle est certainement considérable et en moyenne partie au profit du Japon. De celui-ci, la part réelle est donc plus forte qu'il ne paraît. En outre, pour simplifier, la distinction n'est pas faite ici entre l'Empire anglais et les Iles britanniques : elle montrerait que la place de l'Allemagne est sensiblement égale ou supérieure à la place de celles-ci. »

Nous ferons observer que cette statistique relative ignore l'U.R.S.S. Les relations commerciales ont été assez récemment rétablies, mais elles ont certainement tendance à ne pas être négligeables.

Enfin, qui sera le maître de la Chine, puisque c'est ainsi que les puissances se posent entre elles la question, même quand elles affectent une grande passion pour la liberté de la Chine, occupera une position stratégique, tant sur le Pacifique qu'en direction des Indes et de l'Indochine.

Quel est l'état présent de la Chine au moment où elle résiste à l'invasion japonaise ?

Avant la première révolution chinoise de 1910, l'unité du pays sous la souveraineté de l'Empereur, était absolument inexistante. La révolution donna une impulsion vers l'unité, mais celle-ci ne se réalisa pas. Les seigneurs féodaux faisaient place à des généraux rivaux qui se disputaient le pouvoir sur d'énormes provinces.

Cependant l'impulsion pour l'unification était donnée, et le parti bourgeois du Kuomintang travailla dans ce sens, et sut exploiter à cet effet le grand mouvement de libération des masses qui engendra la seconde révolution(celle de 1925 à 1927. Avec l'aide du stalinisme, il orienta cette révolution vers l'unification de la Chine du Nord à la Chine du Sud, d'où les offensives du printemps 1927.

La révolution prolétarienne rcrasée, Tchan Kaï Chek, chef du Kuo-Min-Tang, tenta d'unifier le pouvoir en Chine dans les mains du gouvernement de Nankin. Il se heurta à de formidables résistances. On sait que le Japon créa l'Etat indépendant du Mand-Chu-Kuo, annexa en fait le Jehol, le Tchahar, s'implanta en Mongolie intérieure. Mais la guerre des généraux n'avait pas complètement cessé, tout récemment encore, se produisit l'enlèvement de Tchan Kaï Chek par un de ses rivaux. Ajoutons encore les « concessions », c'est-à-dire les territoires chinois concédés aux impérialismes et où existe une administration (armée, police, justice...) absolument non-chinoise.

L'invasion japonaise a stimulé la tendance unitaire ; les staliniens y contribuent, comme ils le font en Espagne et dans tous les pays dont ils recherchent l'alliance pour l'U.R.S.S., en prônant l'union sacrée, le « Front de tout le monde » comme est qualifié en Chine le Front populaire.

Il y a donc actuellement tendance à donner une direction unique aux diverses armées, l'armée de Tchan Kaï Chek, qui serait forte d'un million d'hommes, et ce qui reste des armées dites soviétiques, ces bandes paysannes qui se déplacèrent dans les années passées vers les territoires de l'Est.

L'équipement, l'outillage moderne de l'armée de Tchan Kaï Chek, du moins, semble avoir surpris les Japonais.

Mais les tentatives unitaires de la Chine ont leur limite sous la domination capitaliste. Car le capitalisme chinois, plus commercial qu'industriel, ne peut tenir tête au Japon qu'en étant soutenu par d'autres puissances qui n'ont pas intérêt à la laisser devenir trop forte. En outre, la bourgeoisie chinoise est encore si jeune qu'elle ne tient pas à laisser sed évelopper trop vite un prolétariat qui a déjà dans ses traditions les soulèvements de Shanghaï, de Canton et elle a de plus besoin de tirer de la paysannerie des ressources énormes. En réalité, la véritable unification de la Chine, c'est-à-dire pratiquement le rassemblement de la paysannerie chinoise autour du pouvoir centralisé des grandes villes, ne sera possible que lorsque, dans ces villes, le pouvoir appartiendra aux ouvriers qui permettront à la révolution paysanne de se développer et de se consolider, au lieu d'avorter dans des révoltes sanglantes, comme l'histoire de la Chine les compte depuis des siècles.

Pour terminer cet article, nous donnons quelques chiffres marquant l'importance des cinq provinces de la Chine du Nord par rapport à l'ensemble de la Chine et pour l'impérialisme japonais. Ces chiffres sont extraits d'une publication « Chine », éditée par « les Amis du Peuple Chinois », dans laquelle se poursuit le camouflage staliniste avec une phraséologie nationalarde et où l'antitrotskysme ne perd pas ses droits. « Les trotskystes, agents du Japon », ça ne pouvait manquer dans cette publication où rien ne rappelle la révolution de 1927, son écrasement par Tchan Kaï Chek, où il n'est pas question de l'emprisonnement du fondateur du Parti communiste chinois, Tchen-Dou-Siou, le grand révolutionnaire qui dénonça ensuite le stalinisme qui voulait faire du prolétaire chinois « le coolie de la révolution ».

Voici ce que nous extrayons de « Chine » :

« La Chine du Nord a une population de 83 millions d'habitants : un cinquième de la populaition totale de la Chine. La surface cultivée dans le Nord est d'environ 310 mows, soit 30 % des terres cultivées dans toute la Chine et en plus de la superficie cultivée dans le sud-ouest de la vallée du Yangtzé.

« La production du blé dans la Chine du Nord représente 30 % de la production totale : le riz 63 %, le kaolin 51 %, le millet 37 %, les arachides 37 %.

« Pour le coton et la laine, les cinq provinces du Nord occupent une position de premier pln. En 1935, dans cette région, la production du coton représentait 34 %. Le filage et le tissage sont parmi les industries les plus importantes du Nord.

« Les provinces de Hupei, Shantoung, Shensi, Sui-Yuan et Chahar sont les plus riches en charbon : elles fournissent 45 % de la production totale. Les réserves de charbon de la Chine sont estimées à 348 milliards de tonnes, dont 54 % sont dans le Nord.

« La production du fer est importante au Chahar et au Hopei et 46 % des réserves de fer de la Chine se trouvent dans les provinces de Hopei, Chahar, Shantoung et Shensi.

« Et enfin, la Chine tire 20 % de ses revenus de ses cinq provinces septentrionales. »

« Hpei et Shantung seules produisent 42,6 % du coton chinois, et bien que la qualité soit inférieure, la quantité n'est pas suffisante pour la demande du Japon. Toutes les deux pourraient être améliorées, et le Japon a fait des avances au gouvernement chinois à ce sujet, 60 % des réserves en minerai de fer et 80 % des ressources en charbon sont dans la Chine du Nord, et 65 % de la production actuelle de charbon vient du Nord. Chahar, Hopei et Shantung ont de larges dépôts de minerai de fer, Chahar, Shansi ont les plus grandes réserves de charbon de la Chine, Hopei en possède quelques-unes ainsi que Shansi. Le charbon et le minerai de fer sont éloignés l'un de l'autre, sauf à Shantung. Si le Japon pouvait s'en saisir, ses problèmes industriels seraient largement résolus. »

Nous poursuivrons par une étude sur la situation économique et politique du Japon.

CONVOCATIONS

● **Comité Central.** — Lundi soir, même lieu, à 20 heures précises. Discussion du précédent numéro et élaboration du journal. 21 heures. Comité Central.

● **Administration.** — Lundi, 19 h., au 54, Château-d'Eau.

Permanences Paris

CELLULES

● 4e-12e. — Permanence, 219, faubourg Saint-Antoine, à 20 h. 30, chaque lundi.

13e-14e. — Permanence : 198, rue de Vanves, chaque mardi.

17e-18e. — Permanence : Bar Royal, rue des Martyrs, chaque jeudi.

19e. — Permanence : 70, rue de Flandre, chaque vendredi.

Banlieue

● **Vitry, Saint-Denis, Suresnes, Clichy, Argenteuil.** — Assister mardi à la réunion de l'actif.

Chronique syndicale

Encore sur " l'indépendance du syndicalisme "

Il faudra encore revenir souvent sur la prétendue « indépendance du syndicalisme », cette expression qui, depuis la guerre, a servi une politique anti-révolutinnaire.

Au dernier C.C.N., — qui adopta une lettre à Chautemps, lequel avait promis de répondre avant la fin du mois, — Jouhaux, au cours de son intervention dans le débat sur la « colonisation », affirma, la main sur le cœur, qu'il plaçait « l'indépendance du syndicalisme » au-dessus de tout. Il osa même ajouter que c'est parce qu'il tenait à elle plus qu'à tout que jamais il n'avait voulu adhérer à un parti politique où il aurait pu certainement occuper une position importante. Dans cette assemblée triée sur le volet, il n'y eut évidemment aucun bonze syndical pour lui faire observer que son souci de « l'indépendance du syndicalisme » lui avait peut-être fait éviter une place de député, mais ne lui avait pas interdit d'occuper un siège au Conseil National Economique, un autre à l'Office du Niger, un autre aussi au Conseil de la Banque de France ; enfin, son amour pour l'indépendance du syndicalisme ne le trouble pas au point de l'empêcher de s'asseoir, dans quelques jours, à Genève, auprès du staviskard Chautemps, des vieux beaux Paul-Boncour et Paul Faure, du politicien Archimbaut, et de quelques autres personnages aussi peu sympathiques de la IIIe République.

⁂

« L'indépendance du syndicalisme », ont voit aussi reparaître la formule d'un autre côté. Dumoulin, au C.C.N., et, de façon moins nette mais non moins sensible, Delmas, au Congrès des Instituteurs, ont resservi cette formule en visant le Front populaire dont ils pressentent l'effondrement. Soyons sûrs que Jouhaux a retenu cet « argument » et qu'il ne manquera pas de s'en servir le cas échéant lorsqu'il s'agira de tirer son épingle du jeu.

Mais, si nous avons cité Dumoulin et Delmas, c'est aussi pour rappeler un petit fait aujourd'hui bien oublié dans le torrent des événements. Au lendemain du coup de force fasciste du 6 février 1934, où P.C. et P.S., C.G.T. et C.G.T.U. avaient rivalisé dans l'inconscience, ces organismes discutaient sous la pression du mécontentement et de la volonté de combat des ouvriers. Au 211, rue Lafayette, la C.G.T. examina la situation avec toutes sortes de personnages plus ou moins représentatifs et plus ou moins adversaires du fascisme, — notamment avec Marquet, que Doumergue devait le lendemain mettre sur sa liste ministérielle, — elle palabra avec la Ligue des Droits de l'Homme, mais elle se refusa à tout contact avec l'organisation bolchevik-léniniste, à cette époque la Ligue communiste..., au nom de « l'indépendance du syndicalisme ».

Ce principe fut tout à coup oublié, volatilisé, quelque temps après, quand la C.G.T. constitua le Front populaire ».

⁂

« Indépendance du Syndicalisme », c'est encore cette formule qu'on avance aujourd'hui sur le terrain de l'entreprise. Les partis, qu'ils s'occupent des élections, de « politique », mais l'action à l'entreprise, ça c'est la chasse gardée du syndicalisme. Les courants politiques se heurtent dans les entreprises, le problème du pouvoir, c'est aussi le problème du pouvoir dans l'usine, il n'y a pas que la grève pour les salaires, la grève est un moyen de lutte politique des ouvriers, on vient avec la formule « indépendance du syndicalisme » pour leur dire : halte, ça revient à Jouhaux et au pur syndicalisme que personne n'a pu définir autrement qu'en lui donnant la forme plus ou moins achevée d'un courant parmi d'autres courants politiques.

⁂

Encore une fois, nous disons : il n'y a pas « d'indépendance du syndicalisme ». Il y a un mouvement syndical qui a son organisation propre, sa vie propre, son fonctionnement autonome. Et dans ce mouvement, dans ces syndicats, qui recrutent les ouvriers indépendamment d'un programme et au seul titre de salarié qui veut défendre son existence, les ouvriers se retrouvent avec leurs conceptions politiques qui déterminent les diverses méthodes de lutte qui s'affrontent dans la classe ouvrière. Il n'y a pas une « indépendance du syndicalisme » érigée en principe divin au-dessus de l'humanité ; ceux qui emploient cette formule visent des courants auxquels ils sont hostiles, et les quelques exemples que nous venons de citer, comme toute l'histoire du mouvement syndical depuis la guerre, montrent qu'en fait c'est le courant révolutionnaire qui est combattu au nom de cette formule.

C'est une pierre de touche pour un courant quelconque dans les syndicats. Si progressif puisse-t-il être comme le groupe syndical « Lutte de Classes » où se retrouvent des éléments d'opposition à la politique Jouhaux-Frachon, le fait qu'il puisse céder à une partie de ses membres sur ce point est une preuve de traits réactionnaires qui se manifesteront avec force aux instants décisifs.

Il n'y a pas d'indépendance du syndicalisme. Nous n'engageons pas nos camarades et sympathisants à affirmer bruyamment et hors de propos leur drapeau politique. Mais nous estimons nécessaire la lutte pour le droit des tendances dans le mouvement syndical, la lutte contre les défenseurs de la pseudo « indépendance », la lutte pour une politique révolutionnaire, une politique de lutte de classes, de combat contre l'union sacrée.

Il ne faut pas permettre aux plus malins de garder leur influence en s'apprêtant à lâcher le Front populaire pour une autre politique réformiste. Il faut amener les masses, y compris dans les syndicats, à s'orienter pour la lutte politique pour le pouvoir, où « l'indépendance du syndicalisme » est d'une inutilité rare.

LE COIN DU PROLO

Métallos

Le Syndicat demande une augmentation de 12 % ; la vie a pourtant augmenté beaucoup plus et elle n'arrête pas de grimper. Mais la demande de 12 %, elle va dormir chez les patrons, puis chez des arbitres, puis chez un surarbitre. Et qu'en restera-t-il en fin de compte ? Il n'y a pas quelques mois que nous en avons fait l'expérience. Pour apaiser les métallos, le Syndicat s'efforce de tourner leur ardeur vers un envoi de secours en Espagne.

Mais les Métallos ne se laisseront pas lanterner. Le mécontentement grandit. Il faut créer des Conseils d'entreprise, se lier ainsi entre usines et avec les autres corporations et préparer une grande bataille.

H. C. R. B. et Alimentation

La Fédération de l'Alimentation ne va pas tarder à tenir son Congrès. Les Staliniens vont-ils chasser le réformiste Savoie de la direction ou le garder comme otage ? La question est secondaire.

Ce qu'il faut souligner, c'est que les mandats pour le Congrès doivent parvenir au plus tard le 6 septembre. La direction du Syndicat des H.C.R.B., entièrement aux mains des Stalinistes, qui s'est bien gardée de faire une réunion depuis la grève qu'elle a si brillamment torpillée, organise une assemblée générale... pour le 10 septembre.

Ainsi, les syndicats pourront dire ce qu'ils voudront, la délégation sera déjà nommée et agira à sa guise.

Comme autre exemple de démocratie syndicale, dans les H.C.R.B., signalons que le Conseil syndical a remplacé, de son propre chef, le délégué de la section des Champs-Elysées et l'a remplacé par le directeur du Florian qui est un Stalinien 100 %. Dans cette même section, une autre bonne place a été donnée à une Stalinienne 100 %. Quant aux syndiqués, ils ont le droit de se taire...

Chez les Employés

La direction syndicale qui fait le silence sur le mouvement des « Magasins Réunis » (il ne faut pas troubler le sommeil de l'arbitre !) vient de faire apposer une affiche pour dénoncer le scandale de « la Soie », cette boîte où les travailleurs sont en lutte depuis plus de quatre mois. Mais aucune action n'est faite. Et, comme pour les Magasins Réunis, rien n'est fait par l'Union des Syndicats de la Région parisienne pour faire céder le patronat. Varloteau est beaucoup plus soucieux de tendre la main à ses anciens amis catholiques, Raynaud et Hénaff, à pourchasser les opposants révolutionnaires, et Guiraud à ne pas être obligé d'achever la publication de ses mémoires par un débarquement suivant les règles.

Chez les Fonctionnaires des Finances.

Après Auriol, Bonnet, le travail pour faire marcher la « pompe à phynances » ne diminue pas, mais les traitements sont toujours aussi misérables.

L'autre jour, menace de grève des employés du Ministère des Finances. Les jeunes, mal payés, n'ayant pas les 40 heures, étaient disposés à arrêter les machines. Le Syndicat intervint auprès d'eux, prêcha le calme, et ne parvint, au bout d'un certain temps, qu'à obtenir le renoncement à toute action immédiate, mais il dut, pour cela, faire miroiter la promesse d'une action pour le 5 octobre.

A peine plus d'un mois ! On verra quelle action les directions syndicales préparent ou ne préparent pas. Quant à nous, nous pensons, avec quelques camarades des Finances, qu'il faudra agir en dépit des directives syndicales, mais il ne s'agit pas de faire des mouvements partiels. Il faut s'entendre entre toutes catégories de fonctionnaires exploités, parvenir à se lier à toutes les catégories exploitées et engager en commun une lutte implacable.

Les Cheminots et la nouvelle Société des Chemins de Fer

Le dernier décret-loi a donné naissance à une nouvelle Société des Chemins de Fer, se substituant aux anciennes Compagnies. « Le Populaire » crie victoire, « l'Humanité », plus prudente, met une sourdine. Quel avantage en tirera le cheminot, le lampiste et aussi le travailleur en général ?

Le décret est assez court, la convention nouvelle, par contre, est très longue. S'il y a quelque chose de bien prévu, ce n'est pas du tout ce qui a rapport aux conditions d'existence des travailleurs. Par contre, Messieurs les Actionnaires, les Administrateurs, les Rotschild, les Lebon, les Richemond, les Marlio n'ont pas signé leur mort.

Dans la même série des décrets-lois, le Gouvernement a interdit les appareils à sous. Nous ne dirons rien de la moralité bourgeoise qui s'arrête à la Loterie Nationale et au Pari Mutuel. Mais le Conseil des Ministres a ménagé des forbans auprès desquels les Romagnino et autres sont des bricoleurs. Depuis des décades, une série de dynasties financières ont pompé des millions par les chemins de fer qui étaient déficitaires. Ils recevront encore des millions malgré le déficit qui se poursuivra.

Une petite clause de la Convention lui donne tout son sens. Les Compagnies échangeront contre des actions de la Société nouvelle, leur matériel, le domaine public, sauf celui qui appartient à ce qu'on appelle les domaines privés. Or, tout travailleur sait que le « domaine privé », c'est l'outillage, l'installation indispensables pour le fonctionnement, dont il faut se servir pour réparer, pour avoir des locomotives neuves, des voitures confortables, etc... Et tout travailleur doit savoir que, depuis des années, les Conseils d'administration, en prévision d'une nationalisation par rachat ou d'une opération du genre de celle qui vient d'être effectuée, ont accumulé le déficit dans le « domaine public » et les bénéfices dans le « domaine privé ».

Quant au cheminot, il change de patron, mais ne gagne rien au change. Il pourra tout aussi bien être révoqué, il continuera de connaître les arrestations pour le moindre accident (c'est moins grave qu'en U.R.S.S. où chaque déraillement entraîne la fusillade de tous les lampistes du district sous prétexte de « trotskysme »).

Les cheminots ne se réjouiront pas de connaître une autre trique ; ils prépareront la Société nouvelle tout court, celle où il n'y aura plus d'exploitation capitaliste.

Il faut faire face à la vie chère

I. — TOUT AUGMENTE !...

Lorsque, pour ses différents besoins, une famille ouvrière de quatre personnes dépensait 100 fr. en 1930, les mêmes achats lui ont coûté ou lui coûtent :

MAI 1936 : 83,6. DECEMBRE 1936 : 91,9. SEPTEMBRE 1937 : 120.

Indice du coût de la vie :

Août 1935 : 420... Août 1937 : 590.

L'AUGMENTATION DE JUIN 1936 A JUIN 1937 EST DE : 20 %.

La comparaison des prix payés au même fournisseur pour des marchandises de qualité égale en septembre 1935 et septembre 1937 fait ressortir les différences suivantes :

Pain : 1 fr. 50 à 2 fr. 40 le kilog.
Bœuf : 6 fr. 90 à 12 fr. le kilog.
Œufs : 7 fr. 60 à 9 fr. la douzaine.
Lait : 1 fr. 15 à 1 fr. 40 le litre.
Huile : 6 fr. 30 à 8 fr. 30 le litre.
Vin rouge : 1 fr. 75 à 2 fr. 70 le litre.
Café : 18 fr. à 21 fr. le kilog.

Quelques déplacements dans Paris en autobus « démocratique » et la pièce de cent sous y passe !

II. — LA SPECULATION A AGI.

Il est établi que la hausse provoquée par la dévaluation ne devrait se traduire sur les produits d'importation que par une hausse de 40 %.

Or, de juin 1936 à janvier 1937 :

Hausse sur le coton ..... 65 %
Hausse sur le café ..... 110 %

Le grand patronat n'a pas été contraint à réduire la marge de ses bénéfices et de ses plus-values capitalistes.

Hausse sur les pâtes alimentaires ..... 37 %
Hausse sur les tissus de coton ..... 75 %
Hausse sur les fils de coton ..... 65 %
Hausse sur les savons ..... 55 %
Hausse sur le sucre ..... 30 %
Hausse sur le charbon ..... 40 %
Hausse sur le bois ..... 40 %
Hausse sur le blé ..... 50 %

III. — UN COMITE NATIONAL DE SURVEILLANCE DES PRIX A ETE CREE POUR LA DEFENSE DES CONSOMMATEURS.

Mais il se borne à vérifier si la hausse pratiquée a reçu ou non une justification comptable.

Résultat : 2.500 ENQUETES ABOUTISSANT A UNE TRENTAINE DE POURSUITES.

Crainquebille paiera pour Dreyfus, Maggi et de Wendel !

IV. — AUX TRAVAILLEURS — OUVRIERS ET PAYSANS — D'ORGANISER LEUR PROPRE DEFENSE C[illegible] VIE CHERE !

Comités locaux de lutte contre la [illegible]
Conseils d'ouvriers et de paysans !
Contrôle ouvrier et paysan sur l'entreprise capitaliste !

Lettre de Lille

La dégringolade des effectifs syndicaux à Lille et ses environs

A la suite du grand mouvement de juin 1936, une véritable ruée se fit jour vers les organisations syndicales et c'est ainsi que la Bourse du Travail de Lille vit son chiffre d'adhérents dépasser 100.000 syndiqués. Evidemment, il y avait là de la part de la masse un véritable réveil et, à ce moment-là, il est certain que si nous avions eu un parti révolutionnaire bien organisé et ayant de l'influence, nous serions arrivés à faire quelque chose de solide et qui aurait put avoir un grand retentissement à travers le pays.

Il ne s'agit pas pour moi de refaire l'historique de Juin, il s'agit uniquement de mettre au courant les camarades sur la situation actuelle des Syndicats ; cela démontrera qu'il y a un véritable recul de l'influence de la C.G.T.

Les chiffres, ou plutôt le pourcentage du déchet ne souffre aucun démenti, car avant de faire ce court rapport, je me suis renseigné à bonne source, et je tiens, pour être tout à fait précis, à prendre les syndicats les uns après les autres.

D'abord, le syndicat du Textile, ce syndicat avait réussi à atteindre 30.000 syndiqués. On peut dire que celui-ci avait fait le plein. A la suite de l'élaboration d'un contrat incroyable qui défavorisa nettement les prolos de cette corporation (il suffit simplement de souligner que, malgré une augmentation de 50 % depuis Juin 1936, les salaires atteignent 2 fr. 80 pour les manœuvres et 3 fr. 50 à 3 fr. 75 pour les fileuses de lin. Je ne parle pas des tisserands qui gagnent des salaires nettement supérieurs et ont un contrat spécial), un grand mécontentement régna dans les usines et c'est ainsi qu'à l'heure actuelle, plus de 50 % des travailleurs ont quitté le syndicat. Voilà pour le Textile.

METAUX. — Dans cette corporation, si le déchet n'est pas si important, il n'en est pas moins vrai que si l'on tient compte du niveau d'éducation syndicale à cause des luttes plus nombreuses, le déchet est assez important car on peut le chiffrer par 35 % au moins. En Juin, ce syndicat monta jusqu'à 10.000 adhérents. Là également le fameux système d'arbitrage fonctionna en défaveur des prolos. Les patrons passèrent outre à l'arrêt Matter qui accorda 11 % d'augmentation et ne donnèrent que 7 %. Dans cette branche d'industrie, un fait assez grave à souligner : il s'agit des syndicats Croix de feu.

En effet, ces derniers ont progressé très nettement. C'est ainsi que dans de nombreuses boîtes, les faits sont typiques ; par exemple, chez Desmets, rue de Solférino, à Lille, sur 450 ouvriers que cette boîte occupe, il ne reste plus que 6 syndiqués à la C.G.T. ! ! ! A la Compagnie Auxiliaire d'Electricité, de nombreux ouvriers sont passés aux Croix de feu. Dans toutes les boîtes, les fascistes progressent journellement. Car, dans ce syndicat, comme dans les autres, on discute avec les patrons sans l'avis des syndiqués et chaque fois ces derniers sont placés devant un fait accompli, d'où mécontentement général.

ALIMENTATION. — Dans celui-ci, également, malaise général. Après un départ formidable, et un recrutement inoui, un déchet très élevé à la suite de plusieurs échecs, notamment chez deux sociétés d'alimentation (genre Damoy) de Paris, aux « Docks du Nord » et aux « Nouvelles Epiceries du Nord ». Déchet de 90 % au moins, à la suite, je le répète, d'un échec subi par une manœuvre des Staliniens contre Raux. Progression évidemment chez les Croix de feu et syndicat libre.

Chez les travailleurs des Halles et Abattoirs, déchet également très élevé. En juin, la totalité des Halles sont syndiqués soit environ 100 travailleurs ; aujourd'hui, à peine 8 syndiqués et encore pas tous à jour de leurs cotisations. Les Abattoirs, déchet également.

Dans la boîte de chez Delespaul-Havez, fabrique de chocolat qui, chacun s'en souvient, fut la seule boîte en France qui fonctionna au profit des ouvriers, déchet également.

Dans les H.C.R.B., gros déchet également à la suite d'un échec lors de la grève tout dernièrement. Montée des Croix de feu. Seul le Syndicat de l'Alimentation Industrielle a augmenté ses effectifs de 400 membres environ.

Chez les Boulangers, influence certaine des Croix de feu.

PORTS ET DOCKS. — Ici, il faut le reconnaître, mentalité tout à fait spéciale dans cette catégorie de travailleurs. Chez Mory (Charbons industriels), la totalité des dockers est passée aux Croix de feu parce qu'ils ne payent que deux francs de cotisation par an.

Dans les TRANSPORTS, difficultés également pour maintenir les adhérents. Là on peut évaluer le déchet de 25 à 30 %.

BATIMENT. — Dans cette branche, il est plus difficile de voir le déchet parce que, d'une part, beaucoup de travailleurs sont de passage, et, d'autre part, surtout dans le « gros œuvre », les Staliniens dominent dans les chantiers.

Mais il faut compter quand même sur 15 à 20 % de déchet. A la dernière assemblée générale du Syndicat qui fut des plus houleuse, des coups furent échangés de part et d'autre (S.F.I.O. et Staliniens) à la suite de l'accord fait à Paris. Cela aura certainement une répercussion, car une lutte violente se mène entre les deux clans et à Lille, à va en s'aggravant ; une véritable haine subsiste.

AGRICULTURE. — Chute très forte qui provient beaucoup du refus des conventions collectives par le Sénat et du manque d'éducation dans cette masse paysanne. Difficultés très grandes de propagande et surtout du fait que les patrons sont plus nombreux que les ouvriers : 31.000 patrons, 28.000 ouvriers.

⁂

Pour les autres corporations (Postiers, Fonctionnaires, etc...) la situation ne semble pas avoir changé.

Bien entendu, je ne cite que Lille, mais la situation est la même à Roubaix, Tourcoing et dans tout le Département du Nord. Il ressort donc qu'il y a un mécontentement général et que le moment a sonné pour combattre l'arbitrage obligatoire. Je suis certain qu'il serait assez difficile, à l'heure actuelle, d'exclure des camarades qui agiraient comme Binet.

Note de la Rédaction

Il dépend de nos amis que ce numéro à quatre pages soit suivi d'autres numéros à quatre pages. Nous avons décidé de faire un effort particulier de diffusion de ce numéro. Aidez-nous en nous adressant des listes de possibles.

AIDEZ-NOUS EN COLLABORANT AU « COIN DU PROLO » ET A TOUTES NOS RUBRIQUES.

Chronique Paysanne

Des usines aux villages

Le prix du pain cet hiver - Thorez-pain cher !

Ce qu'est l'Office du blé et comment il fonctionne - Notre position devant l'Office

La presse a publié récemment un communiqué officiel aux termes duquel M. Monnet, ministre de l'Agriculture, a fait approuver un décret fixant à 180 francs le prix du quintal de blé de la récolte 1937 à dater du mois d'août. Ce prix sera majoré de 1 fr. par mois à partir du 1er septembre et de 1 fr. 50 par mois à partir du 1er février 1938.

Ces majorations successives appliquées au prix de base fixé cette année à 180 francs, sont justifiées par les frais de magasinage, d'entretien et de gestion qui vont en croissant jusqu'à la récolte suivante. Rappelons pour mémoire que le prix de base fut fixé pour la récolte 1936 à 140 francs et que les majorations mensuelles ont amené le blé, en juillet, au cours légal de 154 francs, déterminant la fixation du prix du pain à 2 fr. 40 le kilog.

On en déduira aisément que le blé atteindra le cours légal de 185 francs en janvier 1938, de 191 en mai et de 194 fr. en juillet prochain. Si donc aucun décret nouveau ne vient modifier le taux de blutage, la prime de mouture et de panification, le kilog de pain atteindra 2 fr. 90 en janvier, 3 francs en mai, 3 fr. 05 en juillet prochain. Avis aux travailleurs et aux ménagères qui doivent batailler pour les augmentations de salaire et contre la vie chère.

THOREZ-PAIN CHER.

La grande presse, et même la petite, est assez discrète sur ces perspectives d'augmentation du prix du pain... Les dirigeants du Front populaire spéculent sans doute sur la paresse de la grande masse ouvrière et paysanne à prendre un crayon et à se livrer au simple calcul que nous venons d'effectuer.

Il n'est pas sans intérêt de mettre le nez de nos dirigeants staliniens dans leurs propres ordures. Le pain coûterait actuellement 3 francs le kilog si on les avait écoutés.

Le Conseil Central de l'Office du Blé avait conformément à la loi établi le cours du blé — et par concéquent le prix du pain — pour l'année 1936-1937. Or, dès janvier 1937, les agrariens fascistes, développant le mot d'ordre Stalinien de revalorisation des produits agricoles, le poussaient jusqu'à ses conséquences logiques et exigeaient un nouvel ajustement des cours.

Le Parti communiste a fait grand bruit autour de la position des 72 députés staliniens qui se prononcèrent, à la Chambre, contre cette augmentation. **Le malheur est que le vote de la Chambre, en l'occurenc, égalait zéro, puisque seul l'Office du Blé était qualifié pour fixer ou modifier le prix du blé.**

A la séance historique du Conseil Central de l'Office du Blé, le 29 janvier 1937, les deux représentants staliniens qui ont nom Flavien et Sedillot, ce dernier riche cultivateur en Beauce, **firent front unique avec les agrariens fascistes pour l'augmentation.** C'est grâce aux deux délégués paysans Calvayrac et Gauthier, qui votèrent contre l'augmentation, que la belle opération agraro-stalinienne échoua... de justesse.

Il s'en fallut en effet d'une voix que le prix du blé et celui du pain augmentent snsiblement dès le début de l'année.

Nos lecteurs pourront interroger les Staliniens sur cette attitude équivoque. Nous les mettons volontiers au défi de nier ce que nous avançons.

⁂

CE QU'EST L'OFFICE DU BLE ET COMMENT ETABLIT-IL LE COURS LEGAL.

Prix de base, Conseil Central, Office du Blé... autant de questions qui risquent d'être, pour beaucoup de lecteurs, aussi intelligibles que la Bible en hébreu.

Essayons d'être clairs. La création de l'Office du Blé est une des « réalisations » du Front populaire. Le principe d'un Office pour chaque production agricole (blé, vin, betteraves, etc...) est depuis longtemps au programme de la Social-démocratie. Le Parti communiste avait combattu cette revendication, jusqu'en 1932, et s'y est rallié ensuite à corps perdu. Tel que le présentent les tenants du Front populaire, l'Office du Blé — pour ne parler que de celui-ci — est un organisme d'Etat, fonctionnant en collaboration avec les représentants des producteurs et des consommateurs, qui se substitue au libre commerce de cette céréale, centralise les documents sur le marché mondial et la situation des récoltes, en organise le stockage et l'écoulement échelonné d'une récolte à l'autre, selon les besoins, en fixe le prix de vente pour chaque mois de l'année agricole et qui, en outre, s'il ne supprime pas le spéculateur, prétend barrer la route à toute spéculation.

Ainsi, dit-on au paysan, grâce au Front populaire, tu ne risque plus de voir la spéculation jouer à la baisse au moment des récoltes, lorsque tu as besoin de vendre ton blé pour payer tes propres fournisseurs, puis d'assister ensuite à la hausse verticale qui a lieu lorsque tu ne peux en bénéficier parce que tu n'as plus rien à vendre.

Le stockage du blé est réalisé dans les silos et coopératives habilitées à cet effet, que les paysans peuvent théoriquement constituer si elles n'existent pas, et contrôler lorsqu'elles existent.

La fixation du prix de base a lieu au Conseil Central de l'Office, chaque année, au mois d'août. Une première réunion fixe le cours des blés algériens (blés durs) ; une seconde le prix du blé tendre (blé indigène). Le Conseil Central est composé des représentants du Gouvernement, des Coopératives de consommation, des organisations syndicales ouvrières (C.G.T.) et des organisations agricoles.

Le cours légal du blé est établi chaque année selon certaines directives que nous résumons ici : on détermine pour l'année en cours, en ce qui concerne le blé, un pourcentage des dépenses de l'exploitation agricole en engrais, semences, assurances, nourriture, fermage, impôts, entretien, besoins divers, **amortissements du matériel et intérêts du capital engagé, rémunération du chef d'exploitation.** On estime qu'en 1937, sur la production du blé, compte dans la proportion de 70 % dans les dépenses générales de l'exploitation.

En divisant chaque pourcentage particulier par l'indice d'augmentation sur 1914, on obtient le pourcentage des dépenses en 1914. Il résulte que pour une dépense de 70 fr. en 1936-37, le paysan ne dépensait que 13 fr. 441 en 1914 ; une simple division donne alors le coefficient d'augmentation des frais d'exploitation en blé par rapport à 1914, soit 5,20.

Totalisez le coefficient du coût de la vie (5,81) ; celui des salaires payés (9,31) et celui des frais d'exploitation, puis divisez par 3, vous obtiendrez le coefficient moyen légal de 6,77 qu'il suffit de multiplier par le cours moyen du blé de 1910 à 1914 (soit 27 fr. 717) pour déterminer le prix de base théorique du blé indigène en 1937, soit 187 fr. 65.

Il va de soi que ce sont là des directives dont l'application peut soulever des désaccords au sein du Conseil Central. Si la majorité requise par la loi du 15 août 1936 ne peut être obtenue sur une proposition de prix, le Gouvernement se réserve de fixer le cours par décret en s'inspirant, bien entendu, de la discussion qui s'est déroulée.

⁂

NOTRE POSITION DEVANT L'OFFICE DU BLE.

Voilà, dira-t-on, un ensemble de dispositions parfaitement démocratiques qui protègent le paysan producteur et tous les consommateurs contre l'ennemi public : le spéculateur.

Pourquoi combattre l'Office du Blé ?

Nous avions, dès 1931, combattu la tendance opportuniste de Renaud Jean — partisan des Offices — parceque nous estimions que c'est tromper les paysans que leur laisser croire que la création des Offices en régime capitaliste permet de résoudre la crise et de supprimer l'exploitation de l'homme par l'homme.

Que c'est là une voie de garage sans issue qui ne peut que les dévier de **l'action révolutionnaire à laquelle il faudra toujours arriver.**

Et, qu'en définitive, une telle politique a pour conséquence la réalisation d'un bloc contre-révolutionnaire associant les exploités et les exploiteurs sous le couvert mensonger d'une soi-disant « Solidarité de producteurs », alors qu'il faut au contraire susciter les manifestations de la lutte des classes au village.

Dix-huit mois d'expérience confirment nos critiques.

Le Gouvernement a montré son habileté politique en neutralisant, par l'Office du Blé, l'agitation révolutionnaire qui fermentait dans les villages. Non seulement il a su se concilier une large couche de riches cultivateurs, et apporter de réels avantages à une non moins large couche de paysans moyens **qui ont du blé à vendre,** mais, par le mot d'ordre menteur de la « revalorisation » et des Offices, il a fait oublier à la masse des paysans pauvres, des métayers, des journaliers agricoles, qu'une action de classe leur eut permis depuis longtemps d'exiger de l'Etat bourgeois, du propriétaire foncier et des trusts, une notable diminution des charges qui les écrasent. C'était cela, la véritable revalorisation sur le plan révolutionnaire.

Dans une alliance avec la bourgeoisie, les ouvriers agricoles et les paysans pauvres n'ont rien à gagner, ils ont tout à perdre.

Le blé passe de 140 à 180 fr., c'est pour le petit fermier qui paie son bail en nature la location augmentée de 40 francs à l'hectare, au profit du hobereau ; c'est pour le féodal des Landes un revenu supplémentaire prélevé sur ses métayers ; c'est pour le paysan qui ne produit du blé que pour ses besoins familiaux, et non pour le marché, une dîme supplémentaire au boulanger duquel il recevra le pain en échange de ce blé.

L'Office n'empêche pas les spéculateurs de Provence de râfler le blé au taux de 150 fr. et il a suffi qu'à deux reprises, les agrariens qui siègent au Conseil Central s'abstiennent de voter pour que le fonctionnement normal de l'Office soit paralysé.

En constituant dans chaque village leur Conseil paysan (Soviet), en aidant l'action de l'avant-garde révolutionnaire groupée dans notre Parti, les paysans travailleurs pourront tirer de l'Office du Blé tout ce qu'il peut rendre en régime bourgeois, et c'est bien peu. Du moins travailleront-ils consciemment à hâter l'avènement des **Soviets au pouvoir** et c'est le seul objectif qu'on puisse considérer, à moins d'être aussi menteur qu'un Stalinien.

Demandez, diffusez
« LA COMMUNE PAYSANNE »

Le Numéro : 2 francs.

Le 24 Septembre à 20 h. 30
aura lieu
à la Mutualité (Salle E)
(Métros Maubert - Mutualité - Jussieu)
Une réunion
sur carte d'invitation sur :

La Situation en Espagne

— Exposé du camarade Remy, membre du C. C. du P. C. I. retour en France après un séjour d'un an à Madrid et Barcelone.

— Une discussion fera suite à cet exposé.

■ Les Cartes d'entrée (à **0 fr. 95**) seront mises en vente au siège de "la **Commune** ", 36, Rue du Château-d'Eau, à partir de samedi 7 septembre.

Sur le bolchevisme et sur une page de la Révolution russe

LES NOTRES

SACCO ET VANZETTI

Voici dix ans, la grande « démocratie » américaine assassinait, sur le fauteuil électrique, deux travailleurs, Sacco et Vanzetti. Leur crime? Etre des travailleurs dévoués à leur classe. Militants anarchistes, ils se livraient l'un et l'autre à la propagande quotidienne du militant, après leurs heures de travail, quand ils furent, en 1920, arrêtés et poursuivis pour « agression à main armée ».

Malgré des témoignages multiples, vérifiables, vérifiés, ils furent condamnés à mort. Si le fascisme a « simplifié » la justice de classe et hâté son exécution, la démocratie américaine a su, tout au contraire, raffiner les supplices en les faisant durer. Pendant sept années, Sacco et Vanzetti vécurent entre la vie et la mort. A plusieurs reprises, l'exécution dut avoir lieu et, à la toute dernière minute, différée pour des raisons formelles. Le juge Thayer, qui décida finalement de leur exécution. « qu'ils fussent coupables ou non » de son propre aveu, se livra à cette comédie odieuse.

Dans le monde entier, la protestation ouvrière se fit entendre. Dès 1920-21, des manifestations eurent lieu à Paris, à la salle Wagram et place de l'Etoile. En 1927, c'est dans toute l'Europe et dans toute l'Amérique que, par centaines de milliers et par millions, les travailleurs manifestèrent avec énergie. A Genève, les vitres de la S.D.N. volèrent en éclats. Le 22 août au soir, quand Paris apprit l'assassinat, c'est par centaines de milliers que les prolétaires descendirent dans la rue. Chiappe, qui faisait ses débuts comme Préfet de police, fut secoué par des poignes de prolétaires sur les grands boulevards. Partout la bagarre fit rage, sur les Boulevards, boulevard Sébastopol, à Montmartre, à Clichy..., des centaines de travailleurs furent blessés ce soir-là.

La profonde émotion qui s'empara de la classe ouvrière montra, en cette période de prospérité relative du capitalisme, toute l'énergie latente au sein des masses travailleuses et aussi toute la solidarité internationale dont elles sont capables lorsqu'on ne s'applique pas à les abrutir par l'opium chauvin.

Pendant tout leur martyre, Sacco et Vanzetti se montrèrent d'un courage, d'une fermeté, d'une sérénité admirables.

Sans aucune forfanterie, avec simplicité, en affirmant et leur innocence quant au crime imputé et leur foi anarchiste, ils affrontèrent la mort après 7 années d'incertitude quant à leur sort.

La classe ouvrière américaine qui se réveille pour de gigantestes luttes et la classe ouvrière mondiale perpétueront le souvenir des assassinés de Boston.

Au moment où l'écrasement des révolutionnaires d'Espagne confirme, par la défaite malheureusement, la doctrine marxiste, les dirigeants anarchistes, qui se sont traînés à la remorque de la bourgeoisie de gauche, jusqu'à ce que le stalinisme vint leur en faire absorber de trop, ne cherchent pas à vérifier leurs doctrines, mais nous lancent les « arguments » classiques » : « Cronstadt », « Makhno ».

Nous ne sommes pas de ceux qui idéalisent la révolution, qui ignorent les pages qui ne furent pas les plus glorieuses, tout au contraire. Nous ne considérons pas Cronstadt comme une page de gloire. Mais nous tenons à répondre aussi bien aux militants de la R.P. qu'aux membres de la S.D. russe qui, par la plume de Dann, ont écrit que « l'amoralisme de Staline... est l'enfant légitime de toutes les exécutions sans jugement de l'époque de Lénine et Trotsky ».

Observons que, sur Makhno, nous avions republié un document ancien, voici plusieurs mois ; rien n'a été tenté pour le démentir. Et ni la R.P., ni Dan, ne pipent rien au sujet de Makhno.

Au sujet de l'insurrection de Cronstadt, la R.P. écrit que, dans sa déclaration sur l'exploitation contre-révolutionnaire de cette crise, Trotsky ne fait qu'employer le même argument utilisé par Staline contre lui. Quant à Dan, il prétend que l'insurrection de Cronstadt était loin de menacer la révolution, qu'elle visait presque à la consolider contre la dégénérescence bureaucratique inaugurée par Lénine et Trotsky.

Les mencheviks ont ceci de cocasse, quand ils interviennent sur la Révolution d'octobre, c'est qu'ils oublient avoir été contre elle sous prétexte qu'elle n'était pas la tâche du socialisme... et après, ils ont pris presque tout le temps le contre-pied de la politique de Lénine et Trotsky au nom de la défense de cete révolution contre ceux qui l'avaient impulsée !

Qui servit la contre-révolution à Cronstadt ? Et qui la sert aujourd'hui, de Trotsky ou de Staline ? L'argumentation de la R.P. reproche à Trotsky de ne pas apporter de faits montrant que Cronstadt avait été fomenté, instigué ou soudoyé par les Blancs. Or, jamais il n'a été dit, même pas dans les toutes dernières déclarations de Trotsky, que nous publions ci-après, que Cronstadt fut monté de toute pièce par les Blancs. Il dit : le mécontentement de Cronstadt (où ne se trouvait plus l'élite révolutionaire) aboutit à une explosion qui ne pouvait servir qu'à la contre-révolution et que celle-ci tenta effectivement d'utiliser. Trotsky dit bien qu'il n'est pas question de la volonté de ceux qui s'insurgèrent, l'histoire ne tient pas compte de cela, les forces sociales en lutte utilisent les événements bien indépendamment de la volonté de ceux qui y participent. C'est notamment parce qu'il comprenait parfaitement cela que Trotsky et avec lui l'opposition bolchevik-léniniste en U.R.S.S., quelques années plus tard, ne se livra à aucun coup de force militaire dans sa lutte contre le stalinisme montant, alors qu'elle disposait de beaucoup plus de forces que Cronstadt en 1921, mais parce qu'elle savait bien que tout mouvement déclenché contre la dégénérescence staliniste eut, dans le rapport des forces existant, accéléré seulement cette dégénérescence et hâté une restauration.

Le même argument employé par Trotsky est utilisé par Staline contre Trotsky. La R.P. ne pouvait soulever argument plus bête. La politique intérieure en U.R.S.S., en fin 1921, était assez trouble, les difficultés étaient grandes, le parti bolchevik allait un peu à tâtons. Mais quelle était l'orientation qui le dominait, qui le guidait ? Dans sa politique internationale, dont la politique en U.R.S.S. n'était qu'un des éléments, il travaillait à la révolution prolétarienne mondiale. Il était aux antipodes de la politique présente de Staline. Il faut tout simplement oublier d'établir cette différence pour soulever un argument comme celui de la R.P.

La question la plus délicate, c'est l'absence de vie politique des Soviets à la fin de la guerre civile qui favorisa le développement de la bureaucratie et par suite la dégénérescence de la révolution. Mais ce n'est pas là non plus un problème abstrait. L'activité d'un parti, même comme le parti bolchevik de l'époque, ne peut se manifester qu'en fonction d'une situation existante dans la classe, il ne peut la créer ; il ne peut « politiser » les masses quand celles-ci refluent ; dans ce cas, un autre problème se pose, c'est celui de renforcer politiquement l'avant-garde, d'assurer sa liaison avec les larges couches travailleuses sur leurs problèmes immédiats. Mais c'est un autre problème, sur un plan où peuvent naître des divergences entre ceux qui ont participé à cette œuvre. Quant aux moralistes abstraits qui veulent pourfendre le bolchevisme, Trotsky règle leur compte dans les lignes qui suivent :

Réponse de L. Trotsky aux questions de Wendelin Thomas

Je ne pense pas que les questions que vous me posez aient un rapport direct avec l'investigation de la Commission de New-York et puissent exercer une influence sur ses conclusions. Je suis néanmoins tout à fait prêt à répondre à vos questions pour faciliter la connaissance de mes véritables conceptions à tous ceux que cela intéresse.

Comme beaucoup d'autres, vous voyez les sources du mal dans le principe « *la fin justifie les moyens* ». En soi, ce principe est très abstrait et très rationnel. Il admet les interprétations les plus diverses. Mais je suis prêt à prendre sur moi la défense de cette formule — d'un point de vue matérialiste et dialectique. Oui, je pense qu'il n'y a pas de moyens qui soient bons ou mauvais en soi, ou sous l'angle de quelque principe absolu, supra-historique.

Sont bons, les moyens qui conduisent à l'accroissement de la domination de l'homme sur la nature et à la liquidation de la domination de l'homme par l'homme. Dans ce large sens historique, le moyen ne peut être justifié que par le but.

Cela ne signifie-t-il pas, cependant, que le mensonge, la perfidie, la trahison soient admissibles et justifiés, s'ils mènent au « but » ? Tout dépend du caractère du but. Si le but est l'affranchissement de l'humanité, alors le mensonge, la fourberie et la trahison ne peuvent nullement être des moyens appropriés. Les adversaires des épicuriens les accusaient de s'abaisser à l'idéal du pourceau en prêchant le « bonheur », à quoi les épicuriens répondaient, non sans raison, que leurs adversaires comprenaient le bonheur... à la façon du pourceau.

Vous vous référez à la parole de Lénine que le parti révolutionnaire a le « droit » de rendre ses adversaires méprisables et haïssables aux yeux des masses. Vous voyez dans ces mots une justification de principe de l'amoralisme. Vous oubliez, cependant, d'indiquer où, dans quel camp politique, se trouvent les représentants de la haute morale ? Mes observations me disent que toute lutte politique emploie largement les exagérations, les altérations, le mensonge et la calomnie. *Les plus calomniés sont toujours les révolutionnaires :* en leur temps, Marx, Engels et leurs amis ; plus tard, les bolchéviks, Karl Liebknecht, Rosa Luxembourg ; à l'époque présente, les trotskystes. La haine des possédants devant la révolution ; le conservatisme stupide du petit bourgeois ; la présomption et l'arrogance des intellectuels ; les intérêts matériels des bureaucraties ouvrières — tous ces facteurs se réunissent dans la persécution du marxisme révolutionnaire. En outre, messieurs les calomniateurs n'oublient pas de s'indigner de... l'amoralisme des marxistes. Cette indignation hypocrite n'est rien d'autre qu'un instrument de la lutte des classes.

Dans les paroles que vous citez, Lénine veut seulement dire qu'il ne considère plus les menchéviks comme des militants prolétariens et qu'il se pose pour tâche de les rendre haïssables aux yeux des ouvriers. Lénine exprima cette idée avec la passion qui lui était propre et donna la possibilité d'interprétations ambigues et indignes. Mais sur la base des œuvres complètes de Lénine et des actions de toute sa vie, je déclare que ce lutteur implacable fut l'adversaire le plus loyal, car, malgré toutes ses exagérations et ses outrances, il s'efforça toujours de dire aux masses *ce qui est*. Au contraire, la lutte des réformistes contre Lénine est complètement imprégnée d'hypocrisie, de mensonge, de subterfuges et de fourberies, sous le couvert des vérités éternelles de la morale.

Votre appréciation de *l'insurrection de Constadt* de 1921 est radicalement erronée. Cronstadt avait été complètement vidé des matelots les meilleurs, les plus dévoués et ceux-ci jouaient un rôle important sur le front et dans les Soviets locaux de tout le pays. Il restait la masse grise avec de grandes prétentions (« Nous, ceux de Constadt ! ») mais sans éducation politique et sans disposition pour les sacrifiees révolutionnaires. Le pays était affamé. Ceux de Cronstadt exigeaient des privilèges. L'insurrection fut dictée par l'aspiration de recevoir une ration privilégiée.

⁂

Les matelots avaient des canons et des navires. Tous les éléments réactionnaires, aussi bien en Russie qu'à l'étranger, s'accrochèrent aiors à l'insurrection. L'émigration blanche réclamait l'envoi de renforts aux insurgés. La victoire de l'insurrection n'aurait rien apporté d'autre que la victoire de la contre-révolution, tout à fait indépendamment des idées qui pouvaient être dans la tête des matelots. Mais ces idées même étaient profondément réactionnaires. Elles reflétaient l'hostilité du paysan arriéré pour l'ouvrier, l'arrogance du soldat ou du matelot pour Pétersbourg « civil », la haine du petit bourgeois pour la discipline révolutionnaire. Ainsi, le mouvement avait un caractère contre-révolutionnaire et comme les insurgés s'étaient emparés des armements de la forteresse, on ne pouvait les écraser que par la force des armes.

⁂

Non moins erronée est votre appréciation du Makhno. Par lui-même, il était un mélange de fanatique et d'aventurier. Mais il devint le centre des tendances qui provoquèrent l'insurrection de Cronstadt. La cavalerie est, en général, le genre de troupes le plus réactionnaire. L'homme qui se trouve sur son cheval méprise le piéton. Makhno créa une cavalerie avec des paysans qui possédaient leur propre cheval. Ce n'étaient pas les pauvres paysans écrasés que la révolution d'octobre éveilla pour la première fois, mais les paysans aisés et satisfaits qui craignaient de perdre ce qu'ils avaient. Les idées anarchistes de Makhno (négation de l'Etat, mépris du pouvoir central) correspondaient on ne peut mieux à l'esprit de cette cavalerie koulak. J'ajoute que la haien pour la ville et pour l'ouvrier de la ville se complétait chez Makhno d'un antisémitisme combatif. Alors que nous menions contre Dénikine et Wrangel une lutte à la vie et à la mort, les Makhnovistes, confondant les deux camps, tentaient de mener leur propre politique. Le petit bourgeois (Koulak) qui avait pris le mors aux dents, pensait qu'il pouvait dicter ses conceptions contradictoires aux capitalistes, d'une part, aux ouvriers, de l'autre. Ce koulak était armé.

Il nous fallait le désarmer. C'est précisément ce que nous avons fait.

Votre tentative de faire sortir les fourberies de Staline de l' « amoralisme » des bolchéviks est radicalement fausse. Dans la période où la révolution luttait pour l'émancipation des masses opprimées, elle nommait toutes les choses par leur nom et n'avait pas besoin de fourberies. Le système des falsifications vient de ce que la bureaucratie staliniste lutte pour les privilèges d'une minorité et a besoin de cacher et de masquer ses véritables buts. Au lieu de rechercher l'explication dans les conditions matérielles du développement historique, vous créez une théorie du « péché originel » qui convient à l'Eglise, mais non à la révolution socialiste.

Le 6 juillet 1937.

L. TROTSKY.

La Doctrine et l'Histoire des Bolcheviks-Léninistes

AYANT situé la théorie stalinienne de la « troisième période », voyons-en son application plus particulièrement en France (1). *Molotov avait alors affirmé que la France était entrée « des deux pieds » dans la troisième période, c'est-à-dire dans une période révolutionnaire où la prise du pouvoir allait devoir être mise à l'ordre du jour.*

Or, à ce moment-là, non seulement la crise mondiale n'avait pas encore débuté, puisqu'elle ne faisait que commencer à exercer ses ravages ; mais la France fut, pour des raisons qui, ainsi que nous le disions à cet époque et que les années vérifient, provoqueraient d'autant plus de difficultés pour s'en sortir qu'elles avaient permis de résister plus longtemps aux assauts de la crise mondiale. Presque pas de grèves, pas de chômeurs, une vie politique quasi nulle.

Que fait la direction staliniste du P.C. ? Elle découvre, dans son imagination, avec des lunettes extraordinaires, une situation beaucoup plus bouleversée que la situation réelle d'aujourd'hui en France. Le Parti Communiste est engagé à fond, après avoir été trompé par toute une phraséologie volontairement obscure sur la radicalisation des messes.

Le Parti Communiste abandonne la politique du front unique ; quand le Parti socialiste qui reprend de l'influence, des effectifs dans la région parisienne, le Parti communiste organise des contre-manifestations, à Japy et à Champigny, par exemple, non pas pour y exposer la pensée communiste et proposer des actions communes contre la réaction au pouvoir, mais pour y amener des bagarres entre ouvriers ; il rencontre d'ailleurs, de l'autre côté, des gens, comme Levillain, tout disposés, dans ce domaine. La même chose se produira à Lens où les dirigeants socialistes font tirer sur les mineurs communistes.

Aux élections, sous le nom « classe contre classe », c'est le maintien systématique au second tour qui, en assurant la victoire du réactionnaire, empêche l'ouvrier socialiste de faire son expérience. Cette politique du pire, la moitié des électeurs communistes du premier tour ne la suivent pas ; et, déjà, au premier tour, on enregistrait des pertes de voix de 50 % et plus ; mais, à chaque coup, la direction crie : victoire.

Dans la C.G.T.U., où le P.C. avait en fait la direction, dont les effectifs avaient atteint, en 1927, le demi-million, où la C.G.T. réformiste avait été sérieusement ébranlée par une politique d'unité syndicale (poussée parfois jusqu'à l'opportunisme), les membres du P.C. reçoivent l'ordre de demander à leurs syndicats de reconnaître « le rôle dirigeant du P.C. » : la vie, l'activité des syndicats unitaires ne sont plus déterminées par les ouvriers syndiqués. Dans les quelques grèves, à caractère principalement économique qui, au lieu de laisser au syndicat l'activité qui lui revient et d'intervenir pour manifester sa solidarité et éclairer politiquement la classe ouvrière, le P.C. se faisait remettre formellement par les syndicats la direction des mouvements. Pour le travailleur, il n'y avait plus aucune différence entre la carte du P.C. et la carte de la C.G.T.U.

Les effectifs de la C.G.T.U. connurent une descente verticale, d'autant plus rapide que la direction du P.C. décréta des « Journées » et tenta, à leur occasion, de déclencher des « grèves générales » qui n'étaient suivies que par une infime minorité qui se trouvait renvoyée le lendemain.

En province, dans des départements entiers, le mouvement unitaire disparut, à l'exception de quelques syndicats squelettiques de Cheminots ; dans la région parisienne, le syndicat des Métaux tombait à 3 ou 4.000 membres. Dans les grands bagnes (Renault, Citroën), il y avait au plus quelques dizaines de syndiqués.

*Le tirage, la vente de l'*Humanité *baissaient à une trentaine de mille dans la région parisienne. Des provocations gouvernementales et policières tentèrent même de la supprimer complètement. C'est à cette occasion que la direction du P.C. tenta un redressement en créant les « Comités de défense de l'*Humanité*». L'attachement des travailleurs à ce journal suscita des vendeurs, mais si « l'*Humanité*» échappa aux manœuvres réactionnaires, ce fut surtout grâce à l'aide apportée par Moscou.*

L'influence et les effectifs du Parti communiste baissaient. Les cellules ne connaissaient guère de vie, les assemblées d'information de la région parisienne, au lieu d'un millier de membres et plus, voyaient deux cents présents.

⁂

Cette politique devait rencontrer de la résistance dans le P.C. et aussi autour de lui. Mais, ce sont surtout des éléments opportunistes qui se rebellèrent contre cette politique aventuriste ; cette attitude d'éléments compromis auprès de la base révolutionnaire qui subsistait dans le P.C. empêche souvent celle-ci de s'exprimer. Les conseillers municipaux de Paris, la municipalité de Clichy, les Sellier, Garchery, Gelis, Auffray, etc..., abandonnèrent le P.C. parce qu'ils voyaient leurs sièges menacés par la poursuite d'une telle politique, et ils finirent par constituer, avec Paul Louis et autres, le « Parti d'Unité Prolétarienne » dont la base essentielle était une certain nombre de municipalités.

Dans la C.G.T.U. se formaient des minorités, l'une qui s'entendit avec une aile de la C.G.T. dirigée par Dumoulin, pour constituer le « Comité des 22 » qui, après quelques mois d'existence, fit passer quelques milliers de syndiqués de la C.G.T.U. à la C.G.T., l'autre, dite « Opposition unitaire », axée sur la Fédération unitaire de l'Enseignement, et qui se disloqua car elle groupait des tendances contradictoires.

Enfin, c'est pendant cette « troisième période » que fut lancée en France « la Vérité » *qui, après de multiples tentatives antérieures de création d'une opposition communiste, qui avaient échoué, constitua le point de départ pour le rassemblement d'une farmation bolchevik-léniniste.* « La Vérité » *dénonça la politique de la « troisième période » et dénonça également les courants opportunistes et les élus traîtres.*

Nous examinerons ultérieurement cette activité plus en detail.

(1) Voir « la Commune », numéros 47, 51, 54, 62, 64.

LES JEUNES

L'ACTIVITÉ DES PIONNIERS ROUGES EN PROVINCE

DIMANCHE 25 août prenait fin le premier grand camp volant organisé par la Fédération des Pionniers Rouges. Après avoir parcouru 280 km. à pied à travers le Morvan, la Côte-d'Or et une partie de la Saône-et-Loire, les pionniers rentrent à Paris avec un bagage important de connaissances nouvelles acquises au cours de leurs contacts avec les différents milieux paysans ou prolétariens des régions traversées.

Les pionniers, qui donnent une importance extraordinaire au problème de la lutte contre la guerre, ont choisi le nom de « Zimmerwald » pour leur colonne.

Ils ont centré toutes leurs études politiques, pendant la durée du camp, sur cette question brûlante de la guerre, en s'aidant particulièrement de la documentation de Rosmer (« Le Mouvement ouvrier pendant la guerre »).

Dans chaque village où ils dressèrent leurs tentes, ils organisèrent l'agitation contre la guerre en développant l'idée du défaitisme révolutionnaire.

Partout, chez les paysans bourguignons comme chez les mineurs d'Epinac ou les métallos de Dijon et de Montbard, la « colonne Zimmerwald » rencontra un accueil enthousiaste. Les paysans, en particulier, ont manifesté une farouche opposition à toute guerre impérialiste.

Dans une région minière de Saône-et-Loire, où avaient lieu des exercices de défense passive, la colonne Zimmerwald organisa une manifestation de rue contre la guerre, malgré la volonté du député-maire social-démocrate qui considère comme criminelle toute opposition au principe de la défense nationale. Deux à trois cents mineurs furent rassemblés sur une place du coron et approuvèrent les mots d'ordre d' « A bas la défense nationale », « A bas les 2 ans », lancés par les pionniers.

Les gardiens de l' « ordre » ne manquèrent pas d'inquiéter nos camarades qui ne leur apparaissaient, d'après eux, ni comme des socialistes, ni comme des communistes, « puisqu'aucun de ces partis n'est contre la défense nationale ».

Les pionniers rouges rencontrèrent dans la Côte-d'Or un prolétariat vigneron qui s'organise solidement en prévision des luttes à venir au cours des vendanges. Autour des feux allumés le soir par les pionniers, de nombreux jeunes vignerons se rassemblaient pour écouter les chants révolutionnaires, l'histoire de Zimmerwald et quelles sont les tâches qui s'imposent à la jeunesse dans la lutte contre la guerre.

Les camarades réclament des liaisons, des documents pour travailler, les livres pour s'instruire du communisme. Ils se plaignent de l'isolement dans lequel ils se trouvent et qui les affaiblit ; ils demandent à la jeunesse ouvrière des villes de les aider et de les soutenir dans leur lutte.

C'était là précisément ce à quoi voulaient répondre les Pionniers rouges.

Puis, Dijon, les Laumes, Montbard, encore de nouveaux contacts avec d'autres milieux révolutionnaires. Partout la jeunesse apparaît comme désarmée politiquement : la J.S. brimée, paralysée par les bonzes sociaux-démocrates, s'étiole et ne trouve pas sa voie; la J.C., elle, s'est engagée dans une voie de garage. Mais les feux de camp d'agit.-prop., les chœurs parlés, les chants et les mots d'ordre révolutionnaires de la colonne Zimmerwald ranimèrent une combativité refoulée qui ne tardera pas à exploser et à projeter à terre les complices de la préparation de la guerre impérialiste qui vient et dont la jeunesse prolétarienne et paysanne fera la première les frais.

Rentrant sur Paris, c'est au camp des Faucons rouges de Chambly que la « colonne Zimmerwald » fit flotter une dernière fois son drapeau rouge.

Un tract distribué le matin dans le camp de l'organisation S.F.I.O. expliquait comment les Pionniers furent chassés des Amis de l'Enfance Ouvrière, ce qu'il adviendra des Faucons rouges s'ils n'organisent pas la lutte contre les social-chauvins qui les dirigent et les paralysent. Une visite au camp l'après-midi permit d'avoir avec de jeunes pionniers socialistes des discussions importantes sur la crise de leur organisation. Beaucoup viendront à la F.P.R. en octobre continuer la lutte.

Les Pionniers rouges ont fait de leur camp volant une école de formation révolutionnaire. Aujourd'hui, fortifiés, ils doivent se préparer à participer aux luttes prochaines de la classe ouvrière, à aider solidairement dans la mesure de leurs forces les travailleurs en lutte dans les usines et les champs.

C'est dans la participation à ces luttes que les pionniers deviendront de vrais révolutionnaires et qu'ils passeront du plan de l'activité enfantine prolétarienne à celui de l'action révolutionnaire de la jeunesse.

LEURS GUEULES

RENAUD JEAN

La formation des militants révolutionnaires exige que soit dégonflée la légende « du « vaillant lutteur paysan communiste » dont le P.C. célèbre le 50e anniversaire et qui va donner son nom à une cellule rurale de la Creuse, ce qui est une bonne plaisanterie pour qui connaît l'irréductibilité de Renaud Jean aux formes bolcheviques de structure et d'organisation.

Fils de paysans du Lot-et-Garonne, Renaud Jean est paysan,,, comme Compère-Morel était jardinier, et s'il a conservé son patrimoine familial, c'est un métayer qui travaille et transpire à sa place. Blessé en 1914, puis fonctionnaire, Renaud Jean a déserté la terre pour le Parlement où s'exercent ses indéniables qualités de travail et de persévérance ; c'est au Parlement bourgeois qu'il utilise les sous-produits théoriques de la social-démocratie, assimilés dans ce qu'il appelle ses « méditations solitaires ». Ce pseudo-paysan ne connaît depuis 1920 d'autres campagnes que les campagnes électorales. Battu en 1928, il préféra — au retour à la terre — des opérations de courtage aux Halles centrales, d'où il prépara pour 1932 son retour au Parlement.

Raditch avait plus d'allure ! Ce « vaillant lutteur paysan » n'est qu'un politicien professionnel qui a su se spécialiser ès questions agricoles et se distinguer des autres éminents spécialistes en maquillant sa « technicité » relative d'un clinquant emprunté à la révolution bolchevique et au mouvement révolutionnaire.

Il a ensuite contribué puissamment à trahir la première et à émasculer le second, en devenant le serviteur docile de la bureaucratie stalinienne. Sa « fidélité au Parti communiste » trouve sa récompense, et aussi son explication, dans ses successives réélections.

Les hommes nous intéressent en fonction du courant qu'ils représentent, de la politique qu'ils suivent, des exemples qu'ils inspirent. Le politicien Renaud Jean aura été dans le Parti communiste la personnification de la bourgeoisie rurale et le représentant de ses intérêts. Suspect aux militants dès les débuts du P.C., Renaud Jean, sans avoir bougé, se retrouve aujourd'hui dans la ligne. Et quelle ligne !... On sacrifie à la paysannerie riche les intérêts et les possibilités d'action de l'ouvrier agricole, du paysan pauvre, du métayer et du petit fermier ; on maintient les exploités de la terre dans le respect de la tradition et de la légalité bourgeoise.

Il faudra bien qu'un jour soit divulguée l'action néfaste d'un Renaud Jean, jalonnée par le sabotage de sa propre organisation parce que le contrôle lui en échappait, par le flirtage avec le fascisme vert, le torpillage de l'unité d'action [illegible] et du mouvement des métayers landais et des fermiers bretons. Il faudra que soient connus les mensonges devant le Parti et devant les paysans, les discours aussi où s'exprime le mépris du politicien pour le rural qu'il utilise électoralement. Mais le reniement le plus flagrant, qui devrait le faire chasser honteusement de tous les villages, est l'écœurante prostitution au courant chauvin et belliciste d'un mouvement paysan constitué contre la guerre.

« Le Plœnum de l'Internationale Communiste n'est pas un foirail ! », rappelait vertement Trotsky à Renaud Jean qui lui en conserve une rancune durable. Mais il s'en console par cette prédiction d'un bourgeois de Houdan, la même année : « M. Renaud Jean, vous deviendrez ministre de l'Agriculture ! »

Le Front populaire autorise toutes les espérances. Mais, en attendant, et pour fêter ses 50 ans, pourquoi Monnet ne fout-il pas à Renaud Jean le Mérite agricole ?

LES LIVRES

ROSA LUXEMBOURG

Lettres de prison	5 »
Grève générale, Partis et Syndicats	3 »
L'Accumulation du Capital	12 »
JACQUES PERDU. — Les insurrections lyonnaises	4 50
GUSTAVE DUPIN. — Le règne de la bête	9 »

Nous avons actuellement en stock un grand choix de livres, parmi lesquels :

A. ROSMER. — Le mouvement ouvrier pendant la guerre	45 »
LISSAGARAY. — La Commune de 71	30 »
M. DOMMANGET. — A. Blanqui à Belle-Isle	15 »

VICTOR SERGE

Vie des révolutionnaires	1 »
L'an I de la Révolution russe	20 »
Ville en danger. Pétrograd. An II de la Révolution russe	3 »
16 fusillés	2 »

Toute commande devra être accompagnée de son montant.

Bulletin d'Abonnement à la " Commune "

Nom et prénom .....

Adresse .....

souscrit un Abonnement de { 3 mois ..... 5 fr. / 6 mois ..... 10 fr. / 1 an ..... 20 fr.

et adresse le montant au compte postal Brausch 1773-07, Paris 66, faubourg Saint-Martin

Le Gérant : M. GUILLARD.

Ce journal est composé et tiré par des ouvriers syndiqués.

IMPRIMERIE SPECIALE DE « LA COMMUNE »

66, Faubourg-Saint-Martin, Paris (10e)